

## INTRODUCTION

En 1999, les Archives nationales et les services d'archives départementales et communales ont accueilli environ 300 000 lecteurs<sup>1</sup>. Si l'on ne prend pas en compte le nombre de lecteurs des services d'archives communales, services encore très peu développés en tant que tels dans les années 1970, le public des Archives nationales et des archives départementales a plus que quadruplé en trente ans, passant de 43 000 lecteurs<sup>2</sup> en 1969 à près de 197 000 en 1999.

Cet accroissement très important s'est accompagné de profonds changements dans la composition du public : avec la réduction progressive de la part des « érudits » – historiens universitaires ou amateurs – qui constituaient l'essentiel du public des archives jusque dans les années 1950, sont apparues, dans les années 1960, de nouvelles générations d'universitaires et d'étudiants et, surtout, dans les années 1970, de nouveaux amateurs : les généalogistes. Depuis, l'engouement pour la généalogie ne s'est pas démenti, la proportion des généalogistes amateurs ayant augmenté régulièrement dans les services d'archives au cours des trois dernières décennies. Et, à ces généalogistes amateurs, curieux de connaître leur histoire familiale, mais aussi le contexte local de cette histoire, se sont ajoutés, à partir des années 1980, d'autres chercheurs amateurs qui ont remplacé les anciens érudits et que l'intérêt pour le patrimoine, et donc pour l'histoire et le retour aux sources, amène à s'intéresser également à l'histoire locale.

Les archivistes qui ont constaté ces évolutions ont tenté de les analyser, en particulier à partir d'une enquête<sup>3</sup> menée par l'Association des archivistes français (AAF) en 1980 ; ils ont aussi consacré des réflexions aux besoins de ces nouveaux publics et à la manière de répondre à leurs attentes<sup>4</sup>.

Soucieuse de connaître plus précisément ces publics si divers, la Direction des archives de France<sup>5</sup> (DAF) du Ministère de la culture et de la communication a

---

1. Les données chiffrées figurant dans cette introduction sont tirées de *L'activité de la Direction des archives de France et des services d'archives publiques 1999*, Paris, Direction des archives de France, Service technique, 2001.

2. Le terme « lecteur » désigne des personnes qui viennent consulter des documents d'archives pour effectuer une recherche. Ce nombre ne prend en compte ni celui des lecteurs des services d'archives communales, qui se sont beaucoup développés depuis le début des années 1970, ni celui des lecteurs des services d'archives régionales de création récente.

3. « La clientèle autre qu'administrative des Archives », *La Gazette des archives*, n° 113-114, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres 1981.

4. Congrès des archivistes de France, à Tours en 1991, sur le thème « Les archives et leurs publics, les archivistes dans la France de demain ». Séminaire de l'AAF, à Rouen, en 1998, sur le thème « Les archives au service du public : quelles offres pour quelles attentes ? ».

5. La Direction des archives de France a pour mission de gérer ou de contrôler les archives publiques, de sauvegarder les archives privées présentant, du point de vue de l'histoire, un intérêt public et d'assurer la conservation, le tri, le

demandé au Département des études et de la prospective de réaliser une étude sur les publics des archives départementales et communales, qui n'avaient jamais fait l'objet d'une enquête quantitative. Le but de cette étude, lancée en 1999 et dont les résultats sont présentés dans ce rapport, était de permettre, grâce à une meilleure connaissance des profils et des besoins des lecteurs, d'améliorer l'accueil des différentes catégories de publics et de diversifier les actions en leur direction.

## **Les services d'archives publics et le rôle de la Direction des archives de France**

Les services d'archives départementales et communales font partie du réseau des services d'archives publiques, contrôlés par la Direction des archives de France, qui comprend les Archives nationales et les archives territoriales.

### ***Les Archives nationales***

Rattachées<sup>6</sup> à la Direction des archives de France, les Archives nationales assurent la conservation et la communication des archives des organes centraux de l'État et des organismes publics à compétence nationale, à l'exception des archives des Ministères des affaires étrangères et de la défense qui sont gérées par ces ministères et ne sont pas soumises au contrôle de la Direction des archives de France.

Les Archives nationales accueillent les lecteurs dans quatre centres de dimensions très inégales :

- le Centre historique des Archives nationales (CHAN), à Paris, chargé des archives publiques antérieures à 1958 et des archives privées historiques qui lui ont été confiées. Il accueille les lecteurs au CARAN (Centre d'accueil et de recherche des Archives nationales) ouvert en 1988 et a reçu 10 359 lecteurs en 1999 ;
- le Centre des archives contemporaines (CAC), à Fontainebleau, qui a la responsabilité des archives produites par l'État et ses établissements publics depuis 1958. Créé en 1969, il a reçu 597 lecteurs en 1999 ;
- le Centre des archives d'outre-mer (CAOM), à Aix-en-Provence, qui conserve les documents sur les anciennes possessions françaises d'outre-mer. Ouvert en 1966, il a accueilli 2 513 lecteurs en 1999 ;

---

classement, l'inventaire et la communication des archives publiques à des fins administratives, scientifiques et culturelles.

6. Elles ne disposent pas actuellement d'un statut juridique spécifique et ont ainsi le même directeur que la Direction des archives de France.

– le Centre des archives du monde du travail (CAMT), à Roubaix, qui recueille les archives d'entreprises, de syndicats, d'associations, d'architectes, etc. Inauguré en 1993, il a été fréquenté par 1 046 lecteurs en 1999.

Au total, les quatre centres des Archives nationales ouverts au public ont accueilli 14 515 lecteurs en 1999. Leur devenir fait actuellement l'objet de réflexions, la question de la création d'un nouveau centre d'Archives nationales ayant été posée.

À ces centres s'ajoutent d'autres services qui assurent eux-mêmes la gestion de leurs archives mais restent sous le contrôle de la Direction des archives de France (Centre des archives économiques et financières du Ministère de l'économie et des finances, certains établissements publics...).

### ***Les archives territoriales***

Gérées par les collectivités locales et soumises au contrôle scientifique et technique de la Direction des archives de France, les archives territoriales comprennent les archives départementales, les archives communales et les archives régionales.

#### ***Les archives départementales***

Les archives départementales, créées par la loi du 5 brumaire an V (1796) sont chargées de la conservation et de la communication des archives du département et des services déconcentrés de l'État. Depuis la loi du 22 juillet 1983, entrée en application en 1986, les archives départementales sont des services placés sous l'autorité des présidents des conseils généraux mais qui demeurent cependant sous le contrôle scientifique et technique de l'État. Le budget de ces services, en fonctionnement comme en investissement, est entièrement à la charge des départements. Toutefois, les archives départementales conservent principalement les fonds des services de l'État qui constituent la grande majorité – environ 80 % – des documents qui y sont conservés<sup>7</sup>.

Les directeurs des archives départementales et une partie des personnels scientifiques et de documentation sont des fonctionnaires de l'État mis à disposition des conseils généraux et rémunérés par l'État. À la fin de 1999, ces fonctionnaires, au nombre de 325 pour tous les départements (y compris l'outre-mer), représentaient 12 % de l'ensemble des personnels des services d'archives départementales. À ces fonctionnaires de l'État, s'ajoutaient 2 364 agents territoriaux (1 960 fonctionnaires et 404 contractuels), soit au total 2 689 personnes.

Au cours des trente dernières années, les services d'archives départementales ont connu une forte expansion, avec l'accroissement des masses de documents conservés, et un grand nombre de dépôts d'archives ont été construits ou réno-

---

7. Guy BRAIBANT, *Les archives en France. Rapport au Premier ministre*, Paris, La Documentation française, 1996.

vés grâce à des financements de l'État et des départements. Au total, les services départementaux conservent près de 1 900 kilomètres linéaires d'archives. En 1999, ils ont accueilli 182 306 lecteurs, en 726 551 séances de travail.

Les services d'archives départementales comprennent les archives de Paris, à la fois archives départementales et archives communales. En 1999, les archives de Paris ont reçu 8 705 lecteurs.

### *Les archives communales*

Les archives communales, qui recueillent les archives provenant des services communaux, sont présentes dans environ 450 communes – sur les 4 500 communes de plus de 2 000 habitants – qui ont constitué un service d'archives disposant de locaux propres et de personnel spécialisé.

Les villes les plus importantes disposent depuis longtemps de services organisés. Un grand nombre de communes d'importance moyenne ont créé plus récemment un service d'archives-documentation. Les communes qui ne disposent pas de moyens suffisants pour conserver leurs archives peuvent les déposer aux archives départementales tout en en restant propriétaires.

Les communes sont tenues d'assurer la conservation de leurs archives. Le code des communes (loi du 5 avril 1884) établit l'obligation de pourvoir aux frais de conservation des archives communales et la loi du 21 décembre 1970 prévoit le dépôt obligatoire aux archives départementales des archives centennaires des communes de moins de 2 000 habitants, de leur état civil datant de plus de 150 ans et de leurs plans cadastraux ayant cessé d'être en service depuis au moins trente ans (en pratique, toutefois, de nombreuses communes ont préféré conserver leurs documents anciens). Le dépôt aux archives départementales peut aussi être prescrit d'office par le préfet si la conservation des archives d'une commune n'est pas convenablement assurée. Le contrôle de l'État, exercé par la Direction des archives de France sur les archives communales, est assuré en pratique par le directeur des archives départementales.

En 1999, 372 communes ont déclaré conserver au total un peu plus de 407 kilomètres linéaires d'archives. Les 378 communes qui ont fourni des données de fréquentation pour cette année ont accueilli près de 94 000 lecteurs<sup>8</sup> et 313 d'entre elles ont enregistré 156 344 séances de travail.

### *Les archives régionales*

Les archives régionales, de création récente, n'existent pas dans toutes les régions : en 1999, quatorze régions seulement en étaient pourvues. Leurs services recueillent les archives des conseils régionaux. En 1999, ils ont reçu

---

8. En 1999, ont indiqué le nombre de leurs lecteurs : 30 communes de plus de 100 000 habitants, 52 communes de 50 000 à 100 000 habitants, 161 communes de 20 000 à 50 000 habitants, 130 communes de 2 000 à 20 000 habitants et 5 groupements de communes.

889 lecteurs. Pour les régions qui ne disposent pas de service d'archives, la conservation de celles-ci est assurée par le service d'archives du département où se trouve le chef-lieu de la région. Ces services n'ont pas fait partie du champ de l'étude.

### ***La Direction des archives de France***

C'est la Révolution qui a créé une administration spécifique des archives pour répondre à des besoins nouveaux : conservation des archives des institutions nouvelles, regroupement des fonds des administrations de l'Ancien Régime, prise en charge des archives saisies comme biens nationaux. Le décret du 7 septembre 1790 crée les Archives nationales mais le texte fondamental est la loi du 7 messidor an II (25 juin 1794). Cette loi organise la centralisation des archives de la nation et crée un réseau archivistique national.

Pour les documents conservés en province, le texte fondamental est la loi du 5 brumaire an V (26 octobre 1796) qui crée un service d'archives par département.

Jusqu'en 1884, les Archives nationales d'une part, le réseau des archives locales (archives départementales, communales et hospitalières) d'autre part, évoluent séparément. Les premières sont un grand établissement de l'État dont le rattachement ministériel a varié jusqu'en 1870 pour se stabiliser à l'Instruction publique. Les archives locales relèvent quant à elles d'un bureau du Ministère de l'intérieur. La monarchie de Juillet et le second Empire sont pour elles la vraie période de l'organisation : mise en place des règlements et des méthodes, dotation en personnels spécialisés avec les anciens élèves de l'École nationale des Chartes, lancement des collections d'inventaires imprimés.

C'est de la fusion au sein du Ministère de l'instruction publique des Archives nationales et du bureau des archives du Ministère de l'intérieur que naît en 1897 la Direction des archives, devenue en 1936 « Direction des archives de France ». Celle-ci est depuis 1959, date de création du Ministère des affaires culturelles d'André Malraux, une des directions du Ministère de la culture.

La loi du 3 janvier 1979 sur les archives, accompagnée de ses textes d'application, précise l'organisation des services d'archives, les règles relatives à la collecte et à la conservation des archives publiques et à leur communicabilité au public.

## **Les usagers des archives départementales et communales**

Parmi les usagers des archives départementales et des archives communales, les archivistes distinguent, sans toujours les définir précisément, les catégories suivantes :

- la traditionnelle catégorie des « érudits », regroupant les historiens universitaires et les historiens amateurs, ces derniers effectuant des recherches personnelles mais « d'intérêt historique certain » ; cette catégorie représentait

- « l'élément le plus stable de la clientèle des archives » avant la Seconde Guerre mondiale mais la part de ce public, familier des services et travaillant sans hâte, a considérablement diminué ;
- les administrations, notamment celles qui ont versé leurs archives et ont besoin, pour leur travail, de consulter certains de leurs dossiers déjà déposés ;
  - les « chercheurs scientifiques » ou « chercheurs professionnels » ou « chercheurs universitaires », catégorie hétérogène qui comprend :
    - les étudiants, de niveaux variés, pressés par le temps (rédaction d'un mémoire pour la fin de l'année universitaire...),
    - les enseignants-chercheurs de l'université ou de l'enseignement secondaire qui ne sont pas nécessairement des enseignants en histoire. Leurs relations avec les archivistes sont à la fois privilégiées et difficiles, ces derniers regrettant souvent d'avoir peu d'échanges avec les enseignants pour le choix des sujets et de voir arriver dans les services des étudiants peu formés à la recherche aux archives,
    - les autres chercheurs historiens,
    - les journalistes et les auteurs ;
  - les autres usagers pour des raisons professionnelles, en particulier les personnels des autres services patrimoniaux (musées...) ;
  - les chercheurs amateurs, dans le cadre de leurs loisirs, dont la proportion au sein du public des archives n'a cessé de croître, et qui comprennent :
    - les généalogistes et les associations de généalogistes, catégorie qui a imposé aux archivistes un effort particulier d'accueil,
    - les autres chercheurs amateurs qui s'intéressent, notamment, à l'histoire locale ;
  - les usagers qui viennent aux archives ponctuellement pour demander des documents administratifs, notamment pour faire valoir des droits ;
  - le public scolaire accueilli grâce aux services éducatifs ouverts depuis les années 1950 ;
  - le grand public adulte, pour lequel sont organisées des expositions, des journées « portes ouvertes »...

Dans son rapport d'activité annuel, la Direction des archives de France, présentant les résultats de l'enquête menée chaque année auprès des archives départementales et des archives communales, distingue seulement quatre catégories de lecteurs : les généalogistes, les scientifiques, les personnels des services versants et les autres lecteurs.

\*

\*   \*

L'objectif de l'étude demandée au Département des études et de la prospective était de connaître plus précisément les publics des archives départementales et des archives communales, leurs profils sociodémographique et socioculturel, les caractéristiques de leurs recherches et demandes aux services d'archives, leur

niveau de satisfaction et leurs attentes. L'étude a été réalisée entre le printemps 1999 et le printemps 2000 par l'Institut de sondages Lavialle (ISL) et le cabinet d'études ARCMC.

La méthode retenue pour cette étude a fait appel à deux techniques utilisées de façon complémentaire :

- d'une part, une enquête par sondage menée par voie postale auprès d'un échantillon représentatif de l'ensemble des lecteurs des archives départementales et des archives communales ;
- d'autre part, une enquête qualitative, de type monographique, dans cinq services d'archives choisis en concertation avec la Direction des archives de France et qui ont accepté de collaborer ainsi de manière plus active à l'étude.

Les résultats de cette étude sont présentés en quatre parties :

- dans une première partie sont décrits le profil de l'ensemble des lecteurs des archives départementales et des archives communales ainsi que leurs recherches, puis les profils de ces lecteurs selon leurs recherches en distinguant les lecteurs historiens, les lecteurs généalogistes et les lecteurs à la recherche de documents pour faire valoir leurs droits ;
- une deuxième partie est consacrée aux représentations des archives ;
- la troisième partie permet de décrire les modes de fréquentation des archives, les pratiques de consultation des différents types de lecteurs, leurs niveaux de satisfaction et leurs attentes ;
- enfin, dans une quatrième partie sont évoqués le rôle des archives dans la vie locale, les relations avec le milieu scolaire et les expositions.

On trouvera en annexe dans le présent volume la méthodologie, le questionnaire de l'enquête par sondage, les guides d'entretien pour l'enquête qualitative, un aperçu des résultats de l'analyse factorielle et des éléments bibliographiques.

Par ailleurs, deux autres volumes complètent cette publication :

- Annexes volume 1, Florilège des entretiens de l'enquête qualitative ;
- Annexes volume 2, Résultats détaillés et relevé des réponses aux questions ouvertes de l'enquête par sondage.

**Troisième partie**  
**L'EXPÉRIENCE ET LES ATTENTES DES LECTEURS**

---



## CHAPITRE I

# La fréquentation des services d'archives

Outre les types de services d'archives qu'ils ont fréquentés et leurs déplacements hors de leur département de résidence pour consulter des archives, on a demandé aux lecteurs quelle avait été la fréquence de leurs visites ou les raisons pour lesquelles ils ne sont pas retournés aux archives. Les lecteurs ont aussi été interrogés sur leurs autres activités dans les services d'archives départementales ou communales et sur la consultation de documents dans d'autres lieux complémentairement aux services d'archives.

### *1. La première visite aux archives*

Le moment où l'on va pour la première fois aux archives marque pour la plupart des lecteurs le début d'un parcours initiatique. On ne saurait trop insister sur l'appréhension qui accompagne une première recherche, sur le sentiment de ne pas savoir comment s'y prendre. Une fois qu'ils se considèrent comme des habitués, les lecteurs parlent avec amusement de leurs débuts et de leur inexpérience :

« Ceux qui sont là et qui naviguent comme des poissons dans l'eau... Ça fait tout à fait lieu d'habitués. On vient là-dedans un peu comme un chien dans un jeu de quilles » (Journaliste).

« Après, nous sommes revenus seuls ; que les étudiants. Le lendemain, on ne savait pas du tout comment faire » (Étudiante en maîtrise d'histoire).

En face, voici le regard d'une archiviste accueillante, sensible à la timidité et à l'appréhension du néophyte :

« Je pars du principe que les gens qui ont mis les pieds aux archives pour la première fois, c'est déjà très bien [...]. À travers la porte de verre, je vois des gens qui regardent et font demi-tour ! [...]. Quand ils arrivent, stressés, en me disant : *C'est la première fois que je viens*, je leur dis : *Rassurez-vous !* Il faut que je les mette en confiance » (Présidente d'une salle de lecture d'archives communales).

*a. L'ancienneté de la première visite  
dans un service d'archives publiques*

Si, pour une petite minorité de « vieux habitués », la première visite dans un service d'archives publiques date d'au moins vingt ans (11 %), pour les autres lecteurs, elle est relativement récente puisqu'elle remonte, pour près des deux tiers d'entre eux, à moins de cinq ans (62 %), et pour quatre sur dix (39 %) à moins de deux ans. (Voir tableau 59 – Réponse à la question n° 1A)

**Tableau 59 – Première visite des lecteurs dans un service d'archives publiques**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	Lecteurs des AC
Moins de 1 an	11	10	10	7	14
De 1 à 2 ans	28	29	29	28	25
De 2 à 5 ans	23	22	22	21	23
De 5 à 10 ans	14	15	15	17	14
De 10 à 20 ans	13	12	12	12	15
Plus de 20 ans	11	12	12	15	9
Ensemble	100	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Les « vieux habitués » sont proportionnellement plus nombreux parmi les lecteurs des archives de Paris (15 %) et ils sont moins nombreux (9 %) parmi ceux des archives communales.

Cette première visite est beaucoup plus ancienne pour les lecteurs historiens enseignants et chercheurs et plus récente pour les étudiants. Elle remonte à plus de dix ans pour la moitié (54 %) des enseignants et à moins de deux ans pour les deux tiers des étudiants. (Voir tableau 60)

**Tableau 60 – Première visite des lecteurs historiens  
dans un service d'archives publiques**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont	dont	dont	autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Moins de 1 an	11	12	23	6	11	11	12
De 1 à 2 ans	28	28	44	11	28	28	26
De 2 à 5 ans	23	19	25	13	18	23	16
De 5 à 10 ans	14	13	7	16	14	11	17
De 10 à 20 ans	13	14	1	20	16	18	14
Plus de 20 ans	11	14	–	34	13	9	15
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Pour la majorité des lecteurs généalogistes, la fréquentation des archives n'est pas une expérience récente : plus des deux tiers y sont allés pour la première fois il y a plus de deux ans (69 %), un quart, il y a au moins dix ans ; ceci est plus particulièrement vrai de ceux qui mènent aussi des recherches historiques : 40 % d'entre eux (au lieu de 18 % seulement des généalogistes exclusifs) sont allés pour la première fois dans un service d'archives il y a au moins dix ans. (Voir tableau 61)

**Tableau 61 – Première visite des lecteurs généalogistes dans un service d'archives publiques**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Moins de 1 an	11	8	9	4
De 1 à 2 ans	28	23	26	17
De 2 à 5 ans	23	26	29	19
De 5 à 10 ans	14	18	18	20
De 10 à 20 ans	13	15	11	23
Plus de 20 ans	11	10	7	17
Ensemble	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

### *b. Les raisons de la première visite*

Rares sont les usagers pour lesquels la première visite aux archives n'avait pas pour but la consultation de documents. Un petit nombre de lecteurs interrogés évoquent cependant d'autres circonstances : 8 % y étaient allés avec un enseignant dans le cadre de leurs études, 6 % à l'occasion d'une visite-découverte ou d'une journée « portes ouvertes », 4 % pour visiter une exposition, assister à une conférence, participer à un atelier, etc., 2 % avec un groupe d'adultes ou une association, 3 % pour une autre raison.

Plus d'un quart des lecteurs étudiants (27 %) et un lecteur enseignant sur cinq ont bénéficié d'une visite d'initiation pédagogique. En revanche, la plupart des lecteurs généalogistes semblent avoir abordé les archives directement, sans préparation pédagogique, à l'exception de certains généalogistes historiens. (Voir tableaux 62 et 63 – Réponse à la question 1C)

Au total, une proportion notable des usagers actuels des salles de lecture ont bénéficié, seuls ou accompagnés, d'une présentation ou d'une initiation aux archives avant de devenir lecteurs et de se trouver confrontés pour la première fois à l'organisation et aux usages de la consultation des fonds d'archives (14 %, soit 19 % des lecteurs historiens et 7 % seulement des lecteurs généalogistes).

L'accueil et l'initiation des novices apparaissent ainsi comme des fonctions primordiales et permanentes des services d'archives, d'autant plus délicates à remplir que les nouveaux lecteurs sont le plus souvent des adultes d'un certain âge.

**Tableau 62 – Raisons de la première visite des lecteurs historiens dans un service d'archives publiques**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	étudiants	dont enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	autres lecteurs historiens de niveau ≤ au bac	> au bac
Consultation de documents	94	92	84	87	95	98	92
Dans le cadre d'une « visite-découverte », dont	14	19	34	24	15	13	17
Activités pédagogiques avec un enseignant	8	12	27	20	7	3	11
Découverte d'un service d'archives	6	7	9	6	7	8	6
En groupe d'adultes, avec une association...	2	3	ε	3	4	5	3
Visite d'une exposition, participation à une conférence, un atelier	4	5	4	7	5	6	5
Autre	3	4	6	4	4	1	6
Le total de chaque colonne dépasse 100 %, les lecteurs ayant pu indiquer plusieurs motifs.							

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

**Tableau 63 – Raisons de la première visite des lecteurs généalogistes dans un service d'archives publiques**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Consultation de documents	94	97	97	96
Dans le cadre d'une « visite-découverte », dont	14	7	6	11
Activités pédagogiques avec un enseignant	8	2	1	5
Découverte d'un service d'archives	6	5	4	5
En groupe d'adultes, avec une association...	2	2	1	3
Visite d'une exposition, participation à une conférence, un atelier	4	4	2	7
Autre	3	2	1	3
Le total de chaque colonne dépasse 100 %, les lecteurs ayant pu indiquer plusieurs motifs.				

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

*c. Les raisons invoquées par les lecteurs récents  
qui ne sont pas retournés aux archives*

Dans la population étudiée qui, rappelons-le, a fréquenté les archives au moins une fois au cours des deux années précédant l'enquête, un lecteur sur six (16 %) n'est pas retourné aux archives depuis sa première visite. (Réponse à la question n° 4B – Voir tableau 64)

L'expérience sans lendemain des archives est plus fréquente dans le public des archives communales (19 %) que dans celui des archives départementales (14 %). (Voir tableau dans le volume annexe 2)

Parmi les lecteurs historiens, ceux qui n'ont pas fait d'études supérieures sont les plus nombreux (20 %) à ne pas être retournés dans un service d'archives. Au contraire, seulement un lecteur généalogiste sur dix a renoncé à revenir depuis sa première visite.

La première raison, invoquée par 9 % des lecteurs qui ne sont pas retournés aux archives, est qu'ils n'en ont pas eu besoin, en raison du succès de leur première et unique démarche. Cette raison est plus fréquemment invoquée par les lecteurs étudiants (12 %) et beaucoup moins par les lecteurs généalogistes (3 %), surtout s'ils sont aussi historiens (1 %). Les autres raisons invoquées sont le manque de temps (3 %) ou l'éloignement du service (2 %) – deux raisons très liées –, la difficulté de la recherche, l'accueil décevant lors de la première visite ou une recherche infructueuse (1 % pour chacune de ces raisons). (Réponse à la question n° 4D – Voir tableaux 64 et 65)

**Tableau 64 – Lecteurs historiens n'ayant effectué qu'une seule visite  
dans un service d'archives et raisons invoquées**

*en %*

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	étudiants	dont enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	autres lecteurs historiens de niveau ≤ au bac	> au bac
Une seule visite dans un service d'archives	16	16	14	8	18	20	14
Raisons invoquées :							
Pas nécessaire d'y retourner	9	10	12	6	10	7	9
Manque de temps	3	2	2	2	2	2	2
Service d'archives trop éloigné	2	1	–	–	2	2	1
Recherche trop difficile ou aléatoire	1	1	–	–	2	5	–
Accueil décevant	1	1	1	–	1	3	–
Rien trouvé et pas d'incitation	1	1	–	–	1	3	–
Mauvaise orientation	ε	–	–	–	–	–	–
Autre	ε	ε	–	–	ε	1	–
Sans réponse	2	3	–	–	5	5	3

Les raisons invoquées peuvent être multiples.

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

**Tableau 65 – Lecteurs généalogistes n’ayant effectué qu’une seule visite dans un service d’archives et raisons invoquées**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Une seule visite dans un service d’archives	16	10	11	7
Raisons invoquées :				
Pas nécessaire d’y retourner	9	3	5	1
Manque de temps	3	3	4	1
Service d’archives trop éloigné	2	2	2	1
Recherche trop difficile ou aléatoire	1	1	1	1
Accueil décevant	1	1	1	2
Rien trouvé et pas d’incitation	1	1	ε	1
Mauvaise orientation	ε	–	–	–
Autre	ε	ε	1	
Sans réponse	2	2	1	3
Les raisons invoquées peuvent être multiples.				

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

*d. L’âge des lecteurs lors de leur première visite*

Une notable proportion des lecteurs (près de quatre sur dix) sont allés pour la première fois aux archives après 50 ans (37 %), un quart d’entre eux entre 30 et 49 ans (26 %), un tiers entre 15 et 29 ans (32 %) ou dès avant 15 ans (2 %). (Réponse à la question n° 1B)

La répartition des lecteurs selon l’âge de leur première expérience n’est pas très différente aux archives départementales et aux archives communales. On observe cependant que le public des archives départementales a commencé à fréquenter les archives à un âge un peu plus avancé que celui des archives communales : 39 % du public des AD au lieu de 35 % de celui des AC a effectué sa première visite après 50 ans, en relation avec la répartition des lecteurs selon l’âge, la part des étudiants et celle des généalogistes. (Voir tableau dans le volume annexe 2)

En raison de la présence du public étudiant, l’âge de la première visite dans un service d’archives publiques des lecteurs historiens est nettement moins élevé : 42 % de ceux-ci y sont allés avant 30 ans, au lieu de 34 % pour l’ensemble des lecteurs. (Voir tableau 66). Les étudiants y sont allés en moyenne à 21 ans, et les enseignants et chercheurs à 36 ans, au lieu de 42 ans pour l’ensemble des lecteurs. Quant aux autres lecteurs historiens, c’est seulement à 44 ans qu’ils ont effectué leur première visite aux archives et plus tard encore pour ceux qui n’ont pas fait d’études supérieures (49 ans). De même, la première visite des lecteurs généalogistes se situe en moyenne autour de 47 ans, la moitié de ceux-ci l’ayant effectuée à 50 ans au moins. (Voir tableau 67)

**Tableau 66 – Âge des lecteurs historiens lors de leur première visite dans un service d'archives publiques**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Moins de 15 ans	2	1	2	2	1	2	1
15 à 29 ans	32	41	97	49	26	13	38
15 à 19 ans	9	10	22	13	7	6	9
20 à 24 ans	16	23	67	27	11	4	19
25 à 29 ans	7	8	8	9	8	3	10
30 à 39 ans	11	11	1	9	14	9	17
40 à 49 ans	15	13	–	11	16	21	14
50 à 59 ans	15	13	–	10	17	27	11
60 à 69 ans	16	12	–	12	15	16	13
70 ans et plus	6	6	–	6	7	5	5
Sans réponse	3	3	–	1	4	7	1
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100
Âge moyen	42	39	21	36	44	49	39

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

**Tableau 67 – Âge des lecteurs généalogistes lors de leur première visite dans un service d'archives publiques**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Moins de 15 ans	2	2	2	2
15 à 29 ans	32	19	17	24
30 à 39 ans	11	9	10	7
40 à 49 ans	15	16	18	13
50 à 59 ans	15	21	20	23
50 à 54 ans	7	10	10	11
55 à 59 ans	8	11	10	12
60 à 69 ans	16	22	23	19
60 à 64 ans	10	13	14	12
65 à 69 ans	6	9	9	7
70 ans et plus	6	7	7	8
Sans réponse	3	4	3	5
Ensemble	100	100	100	100
Âge moyen	42	47	47	46

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

## 2. La fréquence des visites

En raison même des mobiles qui les conduisent aux archives – dans la grande majorité des cas pour des recherches d’une certaine durée et non pour des besoins ponctuels –, la fréquentation des archives départementales et communales est, pour la majorité des lecteurs, une pratique régulière dont ils ont une expérience relativement récente. Mais il convient de rappeler que l’enquête a été réalisée sur la base d’un échantillon de lecteurs ayant fréquenté ces services d’archives au cours des deux dernières années, ce qui excluait une grande part des lecteurs très occasionnels.

Le public actuel des archives départementales et communales est allé en moyenne 25 fois dans un service d’archives publiques, quel qu’il soit, au cours des deux dernières années. (Voir tableau 68 – Réponse aux questions 4B et C). Cette estimation est toutefois fortement déterminée par une minorité de réponses qui font état d’un grand nombre de visites. Ainsi, 5 % des lecteurs ont indiqué y être allés au moins 100 fois au cours des deux dernières années et 1 % au moins 200 fois (un lecteur historien ayant fréquenté des archives départementales a même indiqué être allé aux archives 500 fois depuis deux ans !). La valeur significative de la moyenne est donc ici contestable et la valeur médiane de la distribution (réponse du lecteur moyen) est sensiblement plus réaliste et moins élevée : de l’ordre d’une quinzaine de visites au cours des deux dernières années, soit sept ou huit par an.

Le nombre moyen de visites au cours des deux dernières années est du même ordre pour les historiens considérés dans leur ensemble (26 visites) et pour les généalogistes (25). Il est nettement plus important pour les chercheurs et enseignants (30) et pour les étudiants (39) et moins élevé pour les généalogistes exclusifs (23) que pour les généalogistes historiens (29). (Voir tableaux 69 et 70)

**Tableau 68 – Nombre de visites des lecteurs dans un service d’archives depuis leur première expérience**

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont		Lecteurs des AC
			lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	
Une ou deux fois	12	11	11	12	14
Trois à neuf fois	20	21	21	18	20
Dix à cinquante fois	27	29	29	26	23
Plus de cinquante fois	22	22	22	29	21
Sans réponse	3	3	3	2	2
Ensemble*	84	86	86	87	80
Nombre moyen de visites au cours des deux dernières années	25	25	25	25	24

\* L'ensemble exclut les lecteurs qui ne sont pas revenus depuis leur première expérience.

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001



**Tableau 69 – Nombre de visites des lecteurs historiens dans un service d'archives depuis leur première expérience**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Une ou deux fois	12	13	15	4	15	19	13
Trois à neuf fois	20	20	25	15	20	18	20
Dix à cinquante fois	27	24	20	29	24	22	26
Plus de cinquante fois	22	25	26	42	20	17	25
Sans réponse	3	2	–	2	3	4	2
Ensemble	84	84	86	92	82	80	86
Nombre moyen de visites au cours des deux dernières années	25	26	39	30	21	20	23

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

**Tableau 70 – Nombre de visites des lecteurs généalogistes dans un service d'archives depuis leur première expérience**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Une ou deux fois	12	9	10	9
Trois à neuf fois	20	20	22	16
Dix à cinquante fois	27	35	35	35
Plus de cinquante fois	22	23	19	30
Sans réponse	3	3	3	3
Ensemble	84	90	89	93
Nombre moyen de visites au cours des deux dernières années	25	25	23	29

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

### 3. L'expérience des différents services d'archives publiques

#### a. Le nombre de services visités

La majorité des lecteurs (sept sur dix) ont l'expérience de plusieurs services d'archives publiques en France ; moins de trois sur dix (28 %) n'en ont fréquenté qu'un seul, une proportion égale (29 %) en a fréquenté deux ou trois et quatre sur dix (42 %) sont déjà allés dans au moins quatre services d'archives publiques différents. (Voir tableau 71 – Réponse à la question n° 4A)

**Tableau 71 – Nombre de services d’archives publiques différents fréquentés par les lecteurs***en %*

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	<i>dont</i>		Lecteurs des AC
			<i>lecteurs des AD hors Paris</i>	<i>lecteurs des archives de Paris</i>	
Un à trois services	57	55	56	44	61
<i>un seul</i>	28	27	28	18	31
<i>deux ou trois</i>	29	28	28	26	30
Quatre à dix	26	27	26	35	24
Plus de dix	16	17	17	20	14
Sans réponse	1	1	1	1	1
Ensemble	100	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Les lecteurs des archives départementales de Paris sont ceux qui ont le plus grand nombre d’expériences de services différents : huit sur dix ont fréquenté plus d’un service, plus de la moitié (55 %) au moins quatre services et un sur cinq, plus de dix services. Les lecteurs des archives communales ont moins d’expérience : 38 % seulement ont fréquenté au moins quatre services.

Les lecteurs historiens ne sont guère différents de l’ensemble des lecteurs. Les étudiants cependant ont peu d’expérience des différents services : près de la moitié se sont cantonnés dans un seul service, plus des trois quarts (77 %) à trois services tout au plus. Les enseignants et chercheurs au contraire ont de nombreuses expériences : plus de la moitié d’entre eux (54 %) ont fréquenté au moins quatre services et un sur cinq plus de dix. (Voir tableau 72)

Les lecteurs généalogistes ont une expérience identique à celle des enseignants : 22 % ont fréquenté plus de dix services, 52 % au moins quatre. Cependant, l’expérience des lecteurs généalogistes historiens l’emporte de loin sur celle des

**Tableau 72 – Nombre de services d’archives publiques différents fréquentés par les lecteurs historiens***en %*

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	<i>dont</i>			<i>autres lecteurs historiens de niveau</i>	
			<i>étudiants</i>	<i>enseignants et chercheurs</i>	<i>autres lecteurs historiens</i>	<i>≤ au bac</i>	<i>&gt; au bac</i>
Un à trois services	57	60	77	45	59	65	53
<i>un seul</i>	28	30	47	17	33	35	29
<i>deux ou trois</i>	29	30	30	28	26	30	24
Quatre à dix	26	24	18	33	23	19	28
Plus de dix	16	15	4	21	17	14	19
Sans réponse	1	1	1	1	1	2	ε
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

**Tableau 73 – Nombre de services d'archives publiques différents fréquentés par les lecteurs généalogistes**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Un à trois services	57	47	50	40
un seul	28	20	23	13
deux ou trois	29	27	27	27
Quatre à dix	26	30	30	29
Plus de dix	16	22	19	30
Sans réponse	1	1	1	1
Ensemble	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

généalogistes exclusifs et sur celle de toutes les catégories de lecteurs : près d'un sur trois (30 %) a fréquenté plus de dix services d'archives et six sur dix (59 %) au moins quatre. (Voir tableau 73)

#### *b. Les services visités*

D'après leurs déclarations, les lecteurs interrogés ont plus largement l'expérience des services d'archives départementales (91 %) que celle des services d'archives communales (69 %), ce qui n'a rien pour surprendre étant donné la part des uns et des autres dans l'échantillon de base de l'enquête<sup>23</sup>. De plus, six lecteurs sur dix (61 %) ont déclaré avoir fréquenté les deux types de services. (Voir tableau 74 – Réponse à la question n° 2)

Les lecteurs ne connaissent pas toujours clairement la nature des services d'archives qu'ils vont consulter, c'est-à-dire la tutelle administrative dont dépendent ces services. Si la quasi-totalité des lecteurs échantillonnés dans les fichiers des centres d'archives départementales ont conscience d'avoir fréquenté un service de ce type (99 % d'entre eux), cela est moins vrai pour les lecteurs des archives de Paris, dont le statut est ambigu à cet égard puisqu'elles sont à la fois archives départementales et communales (88 %).

Les lecteurs appartenant au public des archives communales n'ont, eux non plus, pas toujours le souvenir d'être allés dans un service de ce genre (86 % d'entre eux), bien que leur visite dans un centre de ce type au cours des deux dernières années soit attestée par leur présence dans les fichiers de lecteurs utilisés pour constituer l'échantillon de l'enquête.

23. Rappelons que sur les 1 885 lecteurs ayant répondu au questionnaire de l'enquête postale, 1 291 (68 %) avaient été échantillonnés dans des fichiers de services d'archives départementales (dont 5 % dans le fichier des archives de Paris) et 594 (32 %) dans des fichiers de services d'archives communales (effectifs obtenus après « redressement » de la structure de l'échantillon des lecteurs ayant répondu à l'enquête).

**Tableau 74 – Services d’archives publiques fréquentés par les lecteurs**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont		Lecteurs des AC
			lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	
Un ou des services d’archives départementales OU communales :	99	99	100	93	99
un ou des services d’archives départementales	91	99	99	88	75
un ou des services d’archives communales	69	62	62	59	86
Un ou des services d’archives départementales ET communales	61	61	62	54	62
Un ou des centres d’archives nationales :	18	19	16	59	15
le Centre historique des archives nationales, à Paris	16	17	15	58	12
le Centre des archives d’outre-mer, à Aix-en-Provence	3	2	2	7	5
le Centre des archives du monde du travail, à Roubaix	1	1	1	3	1
le Centre des archives contemporaines de Fontainebleau	1	1	1	5	ε
Un ou des services d’archives dépendant du ministère de la Défense	9	10	10	16	8
Un ou des services d’archives dépendant du ministère des Affaires étrangères	2	2	1	7	4
Un ou d’autres centres ou services d’archives	8	8	7	17	8

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

D’après leurs déclarations, les trois quarts des lecteurs qui ont fréquenté des services d’archives communales au cours des deux dernières années se sont aussi rendus dans un service d’archives départementales tandis que la réciproque est un peu moins vraie pour les usagers des archives départementales, notamment ceux des archives de Paris : environ six sur dix d’entre eux ont déclaré avoir fréquenté des services d’archives communales.

Cette large expérience des services d’archives reste pourtant limitée le plus souvent à ces deux types de services : moins d’un lecteur sur cinq a fréquenté un centre des archives nationales (18 %), principalement le Centre historique des archives nationales (CHAN) (16 %), et une minorité s’est rendue dans un service d’archives du ministère de la Défense (9 %), du ministère des Affaires étrangères (2 %) ou d’autres centres ou services (8 %).

Pour des raisons qui tiennent probablement à la proximité géographique mais aussi à la nature de leurs recherches, l’expérience du CHAN est beaucoup plus répandue dans le public des archives de Paris : 58 % de ses lecteurs y sont allés. Il en est de même pour les autres centres d’archives situés à Paris : les archives du ministère de la Défense, où se sont rendus 16 % des lecteurs des archives de Paris, et celles du ministère des Affaires étrangères fréquentées par 7 % de ces lecteurs.

Les lecteurs enseignants et chercheurs et les lecteurs généalogistes historiens sont également plus nombreux à fréquenter les centres d'archives nationales que les autres lecteurs. (Voir tableaux 75 et 76). Un tiers des enseignants et chercheurs et un quart des généalogistes historiens se sont en effet rendus dans un de ces centres : 30 % des premiers et 23 % des seconds au CHAN ; en outre, 16 % des lecteurs de chacun de ces groupes se sont rendus dans un ou des services d'archives dépendant du ministère de la Défense, services autonomes où se trouvent les archives des Armées.

La mobilité des usagers, de même que le nombre de centres différents qu'ils disent avoir fréquentés à l'occasion de leurs recherches tend à montrer qu'il n'y a peut-être pas un public spécifique pour les archives communales et un autre pour les archives départementales, mais en réalité un public des archives qui se rend tantôt ici et tantôt là pour les besoins de ses recherches.

**Tableau 75 – Services d'archives publiques fréquentés par les lecteurs historiens**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	étudiants	dont enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	autres lecteurs historiens de niveau ≤ au bac	> au bac
Un ou des services d'archives départementales OU communales :	99	99	98	99	99	99	99
un ou des services d'archives départementales	91	90	90	94	90	85	92
un ou des services d'archives communales	69	68	63	78	66	72	66
Un ou des services d'archives départementales ET communales	61	58	55	72	56	58	58
Un ou des centres d'archives nationales :	18	22	19	33	20	16	26
le Centre historique des archives nationales, à Paris	16	20	19	30	18	14	24
le Centre des archives d'outre-mer, à Aix-en-Provence	3	3	1	4	3	3	3
le Centre des archives du monde du travail, à Roubaix	1	1	ε	3	1	–	2
le Centre des archives contemporaines de Fontainebleau	1	1	1	1	1	ε	1
Un ou des services d'archives dépendant du ministère de la Défense	9	11	5	16	11	7	15
Un ou des services d'archives dépendant du ministère des Affaires étrangères	2	3	1	5	3	1	4
Un ou d'autres centres ou services d'archives	8	11	9	18	10	6	13

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

**Tableau 76 – Services d’archives publiques fréquentés par les lecteurs généalogistes**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Un ou des services d’archives départementales OU communales :	99	99	99	99
un ou des services d’archives départementales	91	95	95	94
un ou des services d’archives communales	69	77	73	83
Un ou des services d’archives départementales ET communales	61	72	69	78
Un ou des centres d’archives nationales :	18	17	13	25
le Centre historique des archives nationales, à Paris	16	14	10	23
le Centre des archives d’outre-mer, à Aix-en-Provence	3	4	4	5
le Centre des archives du monde du travail, à Roubaix	1	ε	ε	–
le Centre des archives contemporaines de Fontainebleau	1	ε	1	ε
Un ou des services d’archives dépendant du ministère de la Défense	9	11	8	16
Un ou des services d’archives dépendant du ministère des Affaires étrangères	2	2	1	2
Un ou d’autres centres ou services d’archives	8	6	4	11

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

#### **4. Les déplacements hors du département de résidence pour consulter des archives**

Les lecteurs ne craignent pas de voyager pour mener à bien leurs recherches : six sur dix se sont déjà déplacés à cette fin hors de leur département de résidence, plus de la moitié d’entre eux (52 %) plus d’une fois et 45 % au moins trois fois. (Voir tableau 77 – Réponse à la question n° 3A)

Si les déplacements à l’étranger pour ce motif sont assez peu répandus (7 %), quatre lecteurs interrogés sur dix se sont déjà déplacés pour effectuer des recherches aux archives dans un autre département de leur région (40 %) et une égale proportion d’entre eux (38 %) dans une autre région de France. (Réponse à la question n° 3B)

Les usagers des archives départementales ont une plus large expérience de ces déplacements que ceux des archives communales : les deux tiers des premiers – et même les trois quarts des lecteurs des archives de Paris – se sont déplacés hors de leur département de résidence, au lieu de la moitié des seconds. Par ailleurs, les lecteurs des archives de Paris déclarent plus fréquemment être allés dans une autre région de France (57 %) ou à l’étranger (14 %).

**Tableau 77 – Déplacements des lecteurs hors de leur département de résidence pour se rendre dans un service d'archives**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont		Lecteurs des AC
			lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	
Jamais	37	32	33	21	47
Une ou plusieurs fois	61	66	65	75	50
<i>Une ou deux fois</i>	16	18	17	19	14
<i>Trois fois ou plus</i>	45	48	48	56	36
Sans réponse	2	2	2	4	3
Ensemble	100	100	100	100	100
Si oui :					
<i>dans un autre département de leur région</i>	40	43	43	44	35
<i>dans une autre région de France</i>	38	42	41	57	29
<i>dans un ou d'autres pays</i>	7	7	7	14	6

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Dans leur ensemble, les lecteurs historiens se déplacent moins que les lecteurs généalogistes : 56 % des premiers au lieu de 75 % des seconds. Parmi les premiers, les étudiants sont les moins mobiles (un peu plus de quatre sur dix se sont déplacés) alors que les lecteurs enseignants et chercheurs se déplacent nettement plus : 14 % se sont rendus à l'étranger pour les besoins de leurs recherches. (Voir tableaux 78 et 79)

Les lecteurs généalogistes exclusifs se déplacent plus encore que les lecteurs enseignants (huit sur dix) en France et presque autant à l'étranger. L'expérience des lecteurs généalogistes historiens apparaît un peu plus grande que celle des

**Tableau 78 – Déplacements des lecteurs historiens hors de leur département de résidence pour se rendre dans un service d'archives**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Jamais	37	42	57	27	42	44	40
Une ou plusieurs fois	61	56	42	69	56	52	60
<i>Une ou deux fois</i>	16	15	12	12	16	16	15
<i>Trois fois ou plus</i>	45	41	30	57	40	36	45
Sans réponse	2	2	1	4	2	4	ε
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100
Si oui :							
<i>dans un autre département         de leur région</i>	40	37	26	52	36	39	37
<i>dans une autre région         de France</i>	38	35	27	45	34	26	40
<i>dans un ou d'autres pays</i>	7	7	3	14	7	4	9

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

généalogistes exclusifs : 79 % au lieu de 73 % ont effectué des recherches hors de leur département, 56 % au lieu de 48 % dans leur région, 51 % au lieu de 47 % dans d'autres régions, 13 % au lieu de 7 % à l'étranger. (Voir tableau 79)

**Tableau 79 – Déplacements des lecteurs généalogistes hors de leur département de résidence pour se rendre dans un service d'archives**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Jamais	37	23	24	20
Une ou plusieurs fois	61	75	73	79
Une seule fois	9	10	10	9
Deux fois	7	8	8	8
Trois fois ou plus	45	57	55	62
Sans réponse	2	2	3	1
Ensemble	100	100	100	100
Si oui :				
dans un autre département				
de leur région	40	51	48	56
dans une autre région de France	38	48	47	51
dans un ou d'autres pays	7	9	7	13

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Pour l'historien comme pour le généalogiste, l'expérience et « l'itinérance » permettent des comparaisons entre les services d'archives. C'est moins le cas pour l'étudiant en maîtrise qui travaille dans un nombre réduit de services, voire un seul.

« J'ai été amené à travailler sur les archives départementales, sur l'époque 1939 à 1946... J'ai travaillé dans toute une série de départements français... Là, vous avez [*à propos de l'application de la législation sur la communicabilité des documents*<sup>24</sup>] trois cas de figure : l'archiviste qui suit les textes et l'esprit de l'Administration centrale..., ceux, minoritaires qui, tout en appliquant les textes, iront le plus loin possible dans le libéralisme, et quelques rares archivistes départementaux qui vous mettront des bâtons dans les roues » (Historien).

« J'ai eu l'occasion d'aller dans d'autres archives : l'Ariège, la Haute-Garonne, le Tarn. À peine on commence à comprendre qu'on doit repartir ! C'est un petit peu... Mais au bout d'un moment, on s'habitue... Et puis le président de salle, au début, explique bien ; et dès qu'on a besoin d'un coup de main, il est là... Tandis que là-bas [...], disons que c'est moins coopératif... C'est mon impression... » (Collégien, généalogiste amateur).

24. Voir *infra* l'encadré.



### 5. La consultation de documents dans d'autres lieux, complémentaires aux services d'archives

Complémentairement aux services d'archives, la grande majorité des usagers des archives départementales et communales (près des trois quarts) sont amenés, dans le cadre de leurs recherches, à consulter des documents dans d'autres lieux : principalement bibliothèques, mairies mais aussi autres centres de documentation et de ressources. (Voir tableau 80 – Réponse à la question n° 5)

Au cours des deux dernières années, près de la moitié des lecteurs interrogés sont allés, à cette fin, dans une bibliothèque publique (47 %), quatre sur dix dans une bibliothèque municipale (39 %), près d'un sur quatre dans une bibliothèque universitaire (23 %), plus d'un sur dix (13 %) dans une grande bibliothèque parisienne (Bibliothèque nationale de France, bibliothèque Mazarine, bibliothèque historique de la Ville de Paris, Bibliothèque publique d'information au centre Georges Pompidou, etc.).

Les lecteurs font aussi des recherches :

- pour un tiers d'entre eux dans des mairies qui ne possèdent pas de service d'archives constitué (33 %) ;
- environ un sur cinq dans un centre de documentation généalogique (18 %), notamment un centre de ressources généalogiques des Mormons (8 %) ;
- un sur dix dans le centre de documentation d'un musée (11 %) ;
- un sur dix également dans d'autres centres de documentation ou services administratifs tels que tribunaux, chambres de commerce, etc. (11 %).

**Tableau 80 – Consultation de documents par les lecteurs dans d'autres lieux complémentaires aux services d'archives** en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont		Lecteurs des AC
			lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	
Dans une bibliothèque	47	44	43	61	53
une bibliothèque municipale	39	35	36	30	47
une bibliothèque universitaire	23	21	21	26	26
une grande bibliothèque parisienne	13	14	11	51	10
Dans une mairie ne possédant pas de service d'archives constitué	33	35	36	28	29
Dans un centre de documentation généalogique	18	19	18	28	17
un centre de ressources					
généalogiques des Mormons	8	8	8	10	7
un autre centre de documentation généalogique	13	13	12	21	13
Dans le centre de documentation d'un musée	11	10	9	20	13
Dans un autre centre de documentation ou un autre service administratif	11	10	10	13	12
Dans aucun de ces lieux	22	23	23	14	21
Sans réponse	6	6	6	3	7

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Il n'est pas surprenant de constater que les lecteurs des archives communales étendent plus particulièrement leurs investigations aux bibliothèques municipales (47 %), que ceux des archives de Paris mettent plus spécialement à profit les grandes bibliothèques de la capitale (51 %) et que les usagers des autres archives départementales effectuent un peu plus fréquemment des recherches dans des mairies de petites communes ne possédant pas de service d'archives constitué (36 %). Les lecteurs des archives de Paris ont aussi beaucoup plus fréquemment recours à un centre de documentation généalogique (28 %) ou à un centre de documentation de musée (20 %).

Les deux tiers des lecteurs historiens fréquentent des bibliothèques pour leurs recherches ; surtout les lecteurs enseignants et chercheurs (plus des trois quarts), de même que les lecteurs étudiants qui sont bien sûr plus fréquemment amenés à consulter une bibliothèque universitaire (neuf sur dix d'entre eux). Ces deux groupes de lecteurs fréquentent aussi les grandes bibliothèques parisiennes (28 % des enseignants et chercheurs et 19 % des étudiants), une bibliothèque municipale (respectivement sept sur dix et huit sur dix d'entre eux) ou pour environ un quart d'entre eux, un centre de documentation de musée. (Voir tableau 81)

Plus de quatre lecteurs généalogistes sur dix ont été amenés à consulter des documents dans une mairie ne possédant pas de service d'archives constitué (43 %), surtout les lecteurs généalogistes historiens (la moitié d'entre eux) et bien entendu, dans un centre de documentation généalogique (près de quatre sur dix

**Tableau 81 – Consultation de documents par les lecteurs historiens  
dans d'autres lieux complémentaires aux services d'archives** en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	étudiants	dont enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	autres lecteurs historiens de niveau ≤ au bac	> au bac
Dans une bibliothèque	47	65	97	77	54	39	66
une bibliothèque municipale	39	54	79	70	44	35	53
une bibliothèque universitaire	23	35	89	45	19	7	32
une grande bibliothèque parisienne	13	18	19	28	15	7	21
Dans une mairie ne possédant pas de service d'archives constitué	33	32	22	39	32	34	30
Dans un centre de documentation généalogique	18	15	5	13	18	20	15
un centre de ressources généalogiques des Mormons	8	7	1	5	8	8	7
un autre centre de documentation généalogique	13	11	4	10	13	16	10
Dans le centre de documentation d'un musée	11	17	26	23	13	9	18
Dans un autre centre de documentation ou un autre service administratif	11	14	19	12	13	9	15
Dans aucun des ces lieux	22	16	2	6	22	32	15
Sans réponse	6	4	ε	4	5	6	5

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

des généalogistes historiens et un quart des généalogistes exclusifs), notamment un centre de ressources généalogiques des Mormons (12 %). Les lecteurs généalogistes historiens fréquentent aussi beaucoup plus souvent les bibliothèques municipales, soit la moitié d'entre eux, au lieu de 16 % des généalogistes exclusifs. (Voir tableau 82)

**Tableau 82 – Consultation de documents par les lecteurs généalogistes dans d'autres lieux complémentaires aux services d'archives** en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Dans une bibliothèque	47	34	21	57
une bibliothèque municipale	39	28	16	50
une bibliothèque universitaire	23	7	3	15
une grande bibliothèque parisienne	13	9	6	16
Dans une mairie ne possédant pas de service d'archives constitué	33	43	39	51
Dans un centre de documentation généalogique	18	29	25	38
un centre de ressources généalogiques des Mormons	8	12	10	17
un autre centre de documentation généalogique	13	21	17	28
Dans le centre de documentation d'un musée	11	6	1	15
Dans un autre centre de documentation ou un autre service administratif	11	7	5	10
Dans aucun de ces lieux	22	23	30	11
Sans réponse	6	7	7	5

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

## 6. Les autres activités des lecteurs dans les services d'archives : expositions temporaires, conférences, achat de publications

Près de la moitié du public étudié (48 %) a visité au moins une exposition présentée dans un service d'archives départementales ou communales. Plus d'un tiers des lecteurs (35 %) ont acheté une publication éditée par ces archives, qu'il s'agisse d'un guide du lecteur, d'un inventaire, d'un ouvrage historique, d'un catalogue d'exposition, d'un dossier pédagogique... (Voir tableau 83 – Réponse à la question n° 10)

Nettement moins nombreux sont les lecteurs qui ont assisté à une conférence dans un service d'archives départementales ou communales : 13 % d'entre eux, ce qui représente tout de même une proportion notable.

Les lecteurs des archives de Paris se distinguent de l'ensemble des lecteurs : ils ont plus fréquemment visité une exposition temporaire au sein d'un service d'archives (56 %) et plus souvent acheté une publication (46 %). En revanche, ils participent moins à des conférences (9 %). Les lecteurs des archives commu-

nales, au contraire, se rendent plus fréquemment à une conférence dans un service d'archives (15 %).

Les lecteurs historiens se distinguent également de l'ensemble des lecteurs, surtout les lecteurs enseignants et chercheurs : près de huit sur dix (78 %) parmi ces derniers ont visité une exposition temporaire et les deux tiers (67 %) ont acheté une publication ; plus d'un quart (28 %) ont assisté à une conférence aux archives. Les autres lecteurs historiens (quatre sur dix) achètent aussi plus fréquemment que l'ensemble des lecteurs des publications des archives et se rendent plus souvent (16 %) à une conférence.

Enfin, si l'ensemble des lecteurs généalogistes ne se distinguent guère de l'ensemble des lecteurs, les activités des deux catégories de lecteurs généalogistes sont bien différentes : les généalogistes historiens visitent plus fréquemment les expositions des archives que les généalogistes exclusifs (60 % au lieu de 43 %), achètent beaucoup plus souvent des publications (56 % au lieu de 26 %) et assistent beaucoup plus fréquemment à des conférences (21 % au lieu de 8 %).

L'analyse des réponses permet de constater que l'expérience des lecteurs en ce domaine varie directement avec leur expérience générale des archives (nombre de services visités, nombre de visites effectuées) à laquelle elle est étroitement liée.

La visite d'une exposition temporaire dans un service d'archives départementales ou communales passe ainsi de 35 %, pour ceux des lecteurs qui ont fréquenté un à trois services, à 75 % chez ceux qui en ont fréquenté plus de dix ; l'expérience des conférences varie de même de 9 % à 19 % et l'achat d'une publication éditée par les archives de 23 % à 64 %.

**Tableau 83 – Autres activités des lecteurs dans les services d'archives**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont		Lecteurs des AC
			lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	
Visite d'une exposition temporaire	48	49	48	56	46
Achat d'une publication éditée par les archives	35	37	36	46	31
Participation à une conférence	13	12	13	9	15

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

### ***L'expérience des différentes catégories de lecteurs***

#### ***Les lecteurs historiens***

Considérés dans leur ensemble, les lecteurs historiens qui représentent, on l'a vu, 58 % de l'ensemble des lecteurs des archives départementales et des archives communales, sont peu différents de l'ensemble des lecteurs en ce qui concerne leur expérience des archives. On observe parmi eux à peu près la même diversité dans l'ancienneté de leur fréquentation, le nombre de services d'archives déjà consultés, le nombre de visites effectuées depuis leur première expérience. Des différences importantes existent cependant, à cet égard, entre les lecteurs enseignants et chercheurs, les étudiants et les autres lecteurs historiens.

Les lecteurs enseignants et chercheurs venus faire une recherche historique, souvent dans le cadre de leurs loisirs, connaissent les archives depuis longtemps : plus de la moitié d'entre eux sont allés pour la première fois dans un service d'archives il y a au moins dix ans (54 % au lieu de 24 % de l'ensemble des lecteurs), et 17 % seulement depuis moins de deux ans. Plus de quatre sur dix sont déjà allés plus de cinquante fois dans un service d'archives (42 % au lieu de 22 % de l'ensemble des lecteurs). Par ailleurs, près des deux tiers (64 %) exercent ou ont exercé une activité professionnelle qui les a conduits à utiliser des documents provenant des archives publiques. (Réponse à la question n° 37F)

Les lecteurs historiens étudiants constituent un groupe bien différent puisque leur découverte des archives est plus récente : les deux tiers y sont allés pour la première fois il y a moins de deux ans. Depuis leur première visite, quatre sur dix sont allés moins de dix fois dans un service d'archives et un quart plus de cinquante fois. Toutefois, ce sont eux qui se sont rendus le plus fréquemment dans un service d'archives, au cours des deux dernières années : le nombre de leurs visites s'élève en moyenne à une quarantaine (39) au lieu de vingt-cinq pour l'ensemble des lecteurs. Cependant, les étudiants restent le plus souvent cantonnés dans un ou quelques sites : un peu plus des trois quarts (77 %) ont fréquenté un à trois services différents et près de six sur dix (57 %) ne sont jamais sortis de leur département de résidence pour se rendre dans un service d'archives. Un peu plus d'un quart (27 %) s'est rendu dans un ou des services d'archives situés dans une autre région de France. Leurs déplacements sont naturellement commandés par leur sujet d'étude.

En raison de leur poids dans l'échantillon (rappelons qu'ils représentent les deux tiers des lecteurs historiens et 39 % de l'ensemble des lecteurs), l'expérience des « autres lecteurs historiens » (ceux qui ne sont ni étudiants ni enseignants ou chercheurs) est plus proche de la moyenne des historiens. On observe pourtant qu'un peu plus d'un tiers de ceux qui n'ont pas poursuivi d'études supérieures n'ont fréquenté qu'un seul service d'archives (35 %), et même qu'un sur cinq n'est pas retourné aux archives depuis sa première visite (20 %).

### *Les lecteurs généalogistes*

Pour la majorité des lecteurs généalogistes qui représentent 56 % des lecteurs, la fréquentation des archives n'est pas une expérience récente : plus des deux tiers (69 %) y sont allés pour la première fois il y a plus de deux ans et un quart il y a dix ans au moins. Ceci est plus particulièrement vrai de ceux qui mènent aussi des recherches historiques : quatre sur dix d'entre eux, au lieu de près d'un sur cinq seulement des lecteurs généalogistes exclusifs, sont allés pour la première fois dans un service d'archives il y a au moins dix ans.

Les informations recueillies ne permettent pas de savoir si les recherches généalogiques précèdent le plus souvent les recherches historiques et conduisent à celles-ci – c'est fréquemment le cas, semble-t-il –, ou si les lecteurs qui mènent des investigations dans les deux domaines ont d'abord travaillé à des recherches historiques avant de s'intéresser à leurs origines familiales. Tout au plus peut-on noter que les lecteurs généalogistes historiens étaient un peu plus jeunes que les lecteurs généalogistes exclusifs quand ils ont découvert les archives : 24 % des premiers pour 17 % des seconds étaient âgés de 15 à 29 ans quand ils y sont allés pour la première fois.

C'est aux abords de la cinquantaine que les lecteurs généalogistes ont commencé à fréquenter les services d'archives : à 47 ans, en moyenne, très légèrement plus tôt pour les généalogistes historiens (46 ans).

Les lecteurs généalogistes fréquentent assidûment les archives : au cours des deux dernières années, ceux qui poursuivent des recherches exclusivement dans ce domaine y sont allés, en moyenne, 23 fois et ceux qui effectuent aussi des recherches historiques plus fréquemment encore, 29 fois en moyenne.

Tout au long de leur expérience, les lecteurs généalogistes ont été amenés à se rendre dans différents services d'archives publiques : un peu plus de la moitié (52 %) ont effectué des recherches dans au moins quatre services, un peu plus d'un sur cinq (22 %) dans plus de dix. Les lecteurs généalogistes exclusifs ont fréquenté moins de centres et services différents que les généalogistes historiens : 49 % des premiers pour 59 % des seconds en ont fréquenté au moins quatre et respectivement 19 % pour 30 %, plus de dix.

La nature de leurs recherches a conduit les trois quarts des lecteurs généalogistes à se déplacer hors de leur département de résidence, la moitié d'entre eux dans un autre département de leur région et presque une égale proportion dans une autre région (48 %). Près d'un sur dix est allé à l'étranger pour effectuer des recherches (9 %), surtout les lecteurs généalogistes historiens (13 %).

*Les lecteurs à la recherche de documents  
pour faire valoir leurs droits*

Rappelons que ce public représente 7 % de l'ensemble des lecteurs des archives départementales et communales. Les personnes qui vont aux archives dans ce but ne sont pas des habitués. Parmi elles, six sur dix (61 %) s'y sont rendues pour la première fois au cours des deux dernières années. Pour plus de la moitié des usagers (54 %), ce fut une unique visite. Plus de six sur dix n'ont fréquenté qu'un seul service d'archives publiques et six sur dix également ne se sont jamais déplacées hors de leur département pour consulter des archives.

Les raisons avancées par les usagers qui ne sont venus qu'une fois aux archives sont essentiellement de deux ordres : pour un peu moins de la moitié d'entre eux (54 %), il ne leur a pas été nécessaire de s'y rendre à nouveau, leur recherche ayant abouti dès la première visite (25 %). Pour les autres, les recherches s'étant révélées trop longues ou trop ardues, ils ont abandonné : 8 % ont jugé la recherche des documents qui les intéressaient trop difficile ou aléatoire, 5 % n'ont rien trouvé la première fois, ce qui les a dissuadés de poursuivre, 5 % également ont manqué de temps pour poursuivre leurs recherches aux archives, 4 % habitent trop loin des centres où il leur aurait fallu se rendre pour consulter, 4 % ont été déçus par la façon dont ils ont été accueillis et enfin 2 % avaient été mal orientés.

## CHAPITRE II

# Les pratiques de consultation

### *1. Les demandes de renseignements et informations à distance*

Au cours des deux dernières années, quatre lecteurs sur dix (39 %) se sont adressés à un service d'archives départementales ou communales par téléphone, presque autant (37 %) par courrier et seulement 3 % par télécopie, 2 % par minitel et 1 % par courriel<sup>25</sup>. Ce dernier moyen, le moins utilisé de tous mais aussi le plus moderne, est pourtant, de toute évidence, appelé à jouer à l'avenir un rôle privilégié dans les relations à distance entre les archives et leurs publics. (Voir tableau 84 – Réponse à la question n° 6)

Près d'un tiers de ces demandes à distance (31 %) ont pour but d'obtenir des informations pratiques sur le service d'archives (horaires, etc.) : ces demandes sont nettement plus fréquemment effectuées par téléphone (28 %) que par courrier (9 %). Pour un peu plus d'un quart des lecteurs (27 %), le but est de demander des reproductions : pour cela, le moyen le plus souvent utilisé est le courrier (24 %, et seulement 8 % pour le téléphone). Un peu plus d'un quart également

**Tableau 84 – Demandes de renseignements et informations à distance par les lecteurs**

*en %*

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	<i>dont</i>		Lecteurs des AC
			<i>lecteurs des AD hors Paris</i>	<i>lecteurs des archives de Paris</i>	
Par téléphone	39	39	39	48	37
Par courrier	37	39	38	51	33
Par télécopie	3	3	3	8	2
Par minitel	2	2	2	5	2
Par courriel	1	1	1	ε	1

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

<sup>25</sup>. Ce taux serait sans doute plus élevé aujourd'hui.



des lecteurs demandent des informations nécessaires pour préparer ou compléter leurs recherches et, ceci, un peu plus souvent par courrier (19 %) que par téléphone (14 %). Les demandes pour réserver des documents avant d'aller les consulter aux archives sont nettement plus rares (12 %) et se font plutôt par téléphone. On verra plus loin que, lors de leur dernière visite, 17 % des lecteurs avaient demandé, avant d'y aller, qu'on leur réserve des documents pour les consulter. La réservation de documents semble donc plus fréquemment effectuée sur place, dans le service d'archives, en prévision de la prochaine visite. Enfin, la possibilité de faire venir des documents sur microfilms depuis un autre service d'archives n'a été mise à profit que par 5 % des lecteurs, 4 % par courrier et 3 % par téléphone. (Voir tableau 85)

**Tableau 85 – Motifs des demandes à distance des lecteurs selon les moyens utilisés**

en %

	Ensemble des moyens	Par téléphone	Par courrier	Par télécopie	Par minitel	Par courriel
Obtenir des informations pratiques	31	28	9	1	ε	ε
Demander des reproductions	27	8	24	1	ε	1
Demander des informations nécessaires pour préparer ou compléter leurs recherches	27	14	19	1	1	ε
Réserver des documents	12	9	4	1	1	ε
Faire venir des documents sur microfilm	5	3	4	ε	–	–
Ensemble	53	39	37	3	2	1

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

S'adresser aux archives de ces diverses manières n'est donc pas, pour l'instant, une démarche familière aux lecteurs. À moyen ou à long terme, l'utilisation du réseau Internet et la numérisation des documents pourraient modifier leurs habitudes.

Dans l'ensemble, le public des archives départementales et celui des archives communales utilisent à peu près également ces différents moyens de consultation à distance et pour les mêmes motifs ; cependant, les lecteurs des archives communales utilisent un peu moins le courrier, 33 % au lieu de 39 %<sup>26</sup>.

Les lecteurs des archives de Paris se distinguent des autres usagers :

- ils écrivent plus fréquemment aux archives (la moitié d'entre eux), et plus particulièrement pour demander des reproductions de documents (35 %) ;
- ils téléphonent aussi plus souvent (près de la moitié), pour obtenir des informations pratiques (32 %) et demander des informations nécessaires pour préparer ou compléter leurs recherches (21 %) ;

26. Il est d'ailleurs probable que les services d'archives départementales et les services d'archives communales ne mettent pas également à la disposition du public ces différents modes de consultation.

– en outre, ils utilisent un peu moins rarement le télécopieur que les autres lecteurs (8 %) et le minitel (5 %), en particulier pour réserver des documents avant d’aller les consulter, 4 % pour chacun de ces deux moyens. (Voir tableaux 86 et 87)

Dans l’ensemble, les lecteurs historiens se distinguent peu de l’ensemble des lecteurs pour leurs demandes par téléphone. Les lecteurs enseignants et chercheurs sont toutefois plus nombreux (46 %) à utiliser ce moyen pour obtenir des informations pratiques (un tiers d’entre eux) ou des informations nécessaires pour préparer leurs recherches (d’un sur cinq), ce qu’ils font aussi dans la même proportion par courrier. Les lecteurs étudiants, au contraire, utilisent ce dernier moyen (dans la proportion d’un sur cinq) pour divers motifs. (Voir tableau 88)

La moitié des lecteurs généalogistes s’adressent aux archives par correspondance pour demander des renseignements ou informations, soit nettement plus que la moyenne des lecteurs (37 %). Un tiers d’entre eux le font pour demander des reproductions et un quart pour demander des informations pour préparer leurs recherches. Quelque 45 % s’adressent aux archives par téléphone (au lieu de

**Tableau 86 – Motifs des demandes des lecteurs par téléphone**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont		Lecteurs des AC
			lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	
Obtenir des informations pratiques	28	28	28	32	26
Demander des informations nécessaires pour préparer ou compléter leurs recherches	14	14	14	21	14
Réserver des documents	9	9	9	10	7
Demander des reproductions	8	8	7	11	10
Faire venir des documents sur microfilm	3	2	2	3	3
Ensemble	39	39	39	48	38

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

**Tableau 87 – Motifs des demandes des lecteurs par courrier**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont		Lecteurs des AC
			lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	
Demander des reproductions	24	25	24	35	22
Demander des informations nécessaires pour préparer ou compléter leurs recherches	19	20	20	21	16
Obtenir des informations pratiques	9	10	9	13	8
Réserver des documents	4	4	4	5	2
Faire venir des documents sur microfilm	4	4	4	5	3
Ensemble	37	39	38	51	33

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

**Tableau 88 – Demandes de renseignements et informations à distance par les lecteurs historiens**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Par téléphone	39	38	37	46	37	32	42
Par courrier	37	31	21	32	32	31	33
Par fax	3	3	2	4	4	3	5
Par minitel	2	2	2	2	2	2	3
Par E-mail	1	2	3	4	1	ε	1

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

39 %) : un tiers le font pour obtenir des informations pratiques. On a vu plus haut (Les déplacements hors du département de résidence pour consulter les archives) que les trois quarts d'entre eux ont été amenés à consulter des services d'archives situés hors de leur département de résidence ; on comprend donc qu'ils souhaitent s'éviter des déplacements et préparer ceux qu'ils sont obligés d'entreprendre. (Voir tableau 89)

**Tableau 89 – Demandes de renseignements et informations à distance par les lecteurs généalogistes**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Par téléphone	39	45	43	49
Par courrier	37	50	50	49
Par fax	3	3	3	4
Par minitel	2	3	2	4
Par E-mail	1	1	1	2

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

## 2. Les périodes de consultation sur place

Des informations recueillies sur leur dernière recherche, il ressort que la grande majorité des lecteurs (plus de huit lecteurs sur dix) ne fréquente pas les archives de manière régulière tout au long de l'année, mais à de multiples reprises, tout au long de l'année, de façon irrégulière ou durant certaines périodes seulement. (Réponse à la question n° 16)

En analysant les buts de leurs visites aux archives départementales et communales, on a vu, effectivement, que la plupart d'entre eux poursuivent des recherches historiques ou généalogiques de longue haleine ; une assez faible minorité (de l'ordre de 15 % à 20 %) font appel aux archives pour des motifs qui

ne semblent pas, en principe, devoir nécessiter de longues recherches : 7 % pour se procurer des documents leur permettant de faire valoir un droit, 2 % pour consulter, pour leur administration, des archives versées par celle-ci, 2 % pour se procurer la documentation nécessaire à la préparation d'un cours ou d'un dossier pédagogique, 3 % pour la préparation d'un ou plusieurs articles de presse, 3 % encore pour la restauration de bâtiments ou d'objets anciens...

Un peu plus de quatre lecteurs sur dix (42 %) qui conduisent des recherches aux archives départementales ou communales s'y rendent tout au long de l'année mais une minorité seulement (moins d'un lecteur sur cinq) les fréquente de façon régulière ou assez régulière ; les autres qui vont aux archives toute l'année s'y rendent sans régularité (un sur quatre). Quatre lecteurs sur dix, également, ne s'y rendent qu'à certains moments de l'année (41 %) : durant la période scolaire (12 %), durant les vacances d'été (10 %), durant d'autres vacances scolaires (6 %) ou à d'autres moments particuliers (17 %). Au total, les deux tiers des lecteurs ne vont aux archives que de manière ponctuelle ou irrégulière. (Voir tableau 90)

Les lecteurs les plus réguliers sont les étudiants (quatre sur dix) et les enseignants et chercheurs (un sur quatre) qui déclarent se rendre aux archives tout au long de l'année, de façon régulière ou assez régulière. Plus d'un tiers des lecteurs étudiants (35 %) ont aussi déclaré se rendre aux archives pendant la période scolaire. Au contraire, les lecteurs enseignants et chercheurs (28 %) mettent souvent à profit leurs vacances d'été et les autres vacances scolaires pour effectuer leurs recherches.

**Tableau 90 – Périodes de consultation sur place des lecteurs historiens**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Tout au long de l'année régulièrement ou assez régulièrement	18	21	41	26	15	12	16
Tout au long de l'année de façon irrégulière	24	21	12	23	23	23	24
Plutôt ou seulement à certains moments de l'année*	41	42	42	45	42	39	46
<i>durant les vacances d'été</i>	10	8	4	14	7	8	7
<i>durant d'autres vacances scolaires</i>	6	5	6	14	2	2	3
<i>durant la période scolaire</i>	12	16	35	15	12	11	14
<i>à un autre moment particulier</i>	17	16	3	14	20	19	23
Non concerné	13	13	5	5	16	19	12
Sans réponse	4	3	–	1	4	7	2
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100

\* Plusieurs réponses sont possibles.

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

**Tableau 91 – Périodes de consultation sur place des lecteurs généalogistes**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			<i>généalogistes exclusifs</i>	<i>généalogistes historiens</i>
Tout au long de l'année régulièrement ou assez régulièrement	18	17	16	20
Tout au long de l'année de façon irrégulière	24	30	31	29
Plutôt ou seulement à certains moments de l'année*	41	43	44	40
<i>durant les vacances d'été</i>	10	14	16	11
<i>durant d'autres vacances scolaires</i>	6	7	8	4
<i>durant la période scolaire</i>	12	8	6	10
<i>à un autre moment particulier</i>	17	20	20	21
Non concerné	13	7	7	6
Sans réponse	4	3	2	5
Ensemble	100	100	100	100

\* Plusieurs réponses sont possibles.

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Les lecteurs généalogistes ne sont, quant à eux, que 17 % à fréquenter les archives régulièrement. (Voir tableau 91). En effet, près des trois quarts d'entre eux ne se rendent aux archives que de façon irrégulière ou à certains moments de l'année seulement. Ils mettent également à profit les vacances scolaires pour effectuer leurs recherches (un sur cinq d'entre eux), surtout les généalogistes exclusifs (un sur quatre).

Les fluctuations dans la fréquentation des salles de lecture sont connues des archivistes :

« La période la plus chargée, ça varie légèrement d'année en année, mais on peut dire que c'est de janvier à avril : on a en moyenne 120 à 130 lecteurs par jour. En revanche, à partir du mois de mai, de la mi-mai au mois de juin, on a une baisse très sensible qui tient au fait que les étudiants qui ont fini leur dépouillement rédigent ou terminent leur mémoire ; on n'a plus que les généalogistes. Surtout pendant l'été, on a des gens qui viennent visiter Paris et qui viennent aux archives comme ils vont à la tour Eiffel ou au Louvre, pour peu qu'ils pensent avoir un ancêtre né, marié ou décédé à Paris... » (Conservateur, Archives de Paris).

### 3. Le nombre de visites relatives à une même recherche

La grande majorité des lecteurs consulte plusieurs fois les archives départementales et communales pour les besoins d'une même recherche : huit sur dix au moins trois fois depuis le début de leur recherche en remontant éventuellement à plus de deux ans lorsqu'il s'agit d'une recherche de longue durée. L'amplitude des réponses est très grande sur ce point : pour 21 % qui n'étaient allés qu'une ou deux fois aux archives départementales ou communales pour les besoins de leur dernière recherche, 26 % s'y étaient déjà rendus trois à neuf fois, 27 % dix à quarante-neuf fois, et 16 % au moins cinquante fois. (Réponse à la question n° 15)

Ces lecteurs au long cours, qui sont déjà allés au moins cinquante fois dans un service d'archives pour les besoins de leur dernière recherche, représentent un cinquième des lecteurs enseignants et chercheurs et aussi de l'ensemble des lecteurs généalogistes, un quart des lecteurs étudiants et aussi des lecteurs généalogistes historiens et 16 % de l'ensemble des lecteurs historiens. (Voir tableaux 92 et 93)

**Tableau 92 – Nombre de visites des lecteurs historiens relatives à une même recherche**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Une à deux fois	21	23	21	11	27	26	25
Trois à neuf fois	26	28	26	29	28	30	28
Dix à dix-neuf fois	13	11	12	17	9	7	10
Vingt à quarante-neuf fois	14	14	14	17	14	11	17
Cinquante fois et plus	16	16	25	19	12	13	13
Sans réponse	10	8	2	7	10	13	7
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100
Moyenne	35	35	42	34	33	32	36

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

**Tableau 93 – Nombre de visites des lecteurs généalogistes relatives à une même recherche**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Une à deux fois	21	11	13	7
Trois à neuf fois	26	24	24	26
Dix à dix-neuf fois	13	16	18	12
Vingt à quarante-neuf fois	14	18	18	17
Cinquante fois et plus	16	20	18	24
Sans réponse	10	11	9	14
Ensemble	100	100	100	100
Moyenne	35	45	39	58

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

#### 4. La durée des visites

En moyenne, le temps passé aux archives est d'un peu moins de quatre heures : un peu plus dans les services d'archives départementales (4 h 07), nettement moins dans les services d'archives communales (3 h 25). (Voir tableau 94 – Réponse à la question n° 25)

La distribution des réponses est très étalée : de moins d'une heure à huit heures et plus. La durée des visites est cependant rarement inférieure à une heure dans les services d'archives communales (4 %) et à deux heures dans les services d'archives départementales (9 %).

En revanche, la moitié des lecteurs passent au moins quatre heures dans les services d'archives départementales et quatre lecteurs sur dix, trois heures au moins dans les services d'archives communales.

La durée moyenne de la consultation varie selon l'objet et la finalité des recherches (rappelons cependant que nombre de lecteurs assignent plusieurs buts à leur visite, ce qui confère une valeur approximative aux données qui suivent) :

- près de 2 h 30 pour les visites effectuées en vue de faire valoir des droits (2 h 23) : ce sont, de loin, les moins longues ;
- 3 h 45 pour les visites consacrées à des recherches historiques ;
- 4 heures pour les visites motivées par un travail scolaire ou universitaire ;
- 4 h 15 pour les visites des lecteurs enseignants et chercheurs (voir tableau 95) ;
- 4 h 16 en moyenne, pour les visites des lecteurs généalogistes, très légèrement plus pour les généalogistes exclusifs (4 h 18) et très légèrement moins (4 h 12) pour ceux qui mènent aussi des recherches historiques (voir tableau 96) ;
- près de 5 heures, enfin, pour les lecteurs généalogistes professionnels<sup>27</sup> (4 h 52).

**Tableau 94 – Durée de la dernière visite des lecteurs**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont		Lecteurs des AC
			lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	
Moins de 4 heures	48	44	45	37	56
moins d'une heure à 2 heures	12	9	9	8	19
2 à 4 heures	36	35	36	29	37
4 heures et plus	46	50	50	57	36
4 à 6 heures	22	24	24	29	19
6 heures et plus	24	26	26	28	17
Sans réponse	6	6	5	6	8
Ensemble	100	100	100	100	100
Moyenne	3 h 54	4 h 07	4 h 07	4 h 17	3 h 25

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

27. Ce résultat doit être considéré comme simplement indicatif en raison du faible effectif de généalogistes professionnels figurant dans l'échantillon ayant répondu à l'enquête : 29 personnes.

**Tableau 95 – Durée de la dernière visite des lecteurs historiens**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Moins de 4 heures	48	51	51	46	53	53	51
moins d'une heure à 2 heures	12	13	12	3	17	20	13
2 à 4 heures	36	38	39	43	36	33	38
4 heures et plus	46	43	48	50	40	36	46
4 à 6 heures	22	21	19	22	21	17	26
6 heures et plus	24	22	29	28	19	19	20
Sans réponse	6	6	1	4	7	11	3
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100
Moyenne	3 h 54	3 h 45	4 h	4 h 15	3 h 33	3 h 29	3 h 41

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

**Tableau 96 – Durée de la dernière visite des lecteurs généalogistes**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Moins de 4 heures	48	41	41	43
moins d'une heure à 2 heures	12	8	7	10
2 à 4 heures	36	33	34	33
4 heures et plus	46	52	53	50
4 à 6 heures	22	25	27	22
6 heures et plus	24	27	26	28
Sans réponse	6	7	6	7
Ensemble	100	100	100	100
Moyenne	3 h 54	4 h 16	4 h 18	4 h 12

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

## 5. La forme des documents consultés

La grande majorité des lecteurs (plus de huit sur dix) consultent des documents originaux (82 %), la moitié d'entre eux des microfilms ou microfiches (49 %) et plus d'un sur cinq (22 %) des photocopies<sup>28</sup>. (Réponse à la question n° 21B)

La consultation de documents numérisés était encore rare au moment de l'enquête ; seulement 1 % des lecteurs avaient consulté des documents sur cédérom lors de leur dernière visite dans un service d'archives départementales ou communales.

Les lecteurs historiens sont les plus nombreux à consulter des documents originaux (87 % au lieu de 82 % des lecteurs généalogistes), et, parmi eux, surtout les

28. Une certaine ambiguïté s'attache à ce résultat, car il n'est pas impossible que des lecteurs interrogés aient déclaré avoir consulté sous la forme de photocopies des documents qui n'étaient pas mis à leur disposition sous cette forme mais dont ils avaient eux-mêmes établi ou demandé une photocopie.



lecteurs enseignants et chercheurs et les étudiants (94 %). (Voir tableaux 97 et 98)

Les microfilms et microfiches sont plus particulièrement consultés par les lecteurs généalogistes (sept sur dix au lieu de quatre sur dix seulement des lecteurs historiens). C'est en effet le plus souvent sous cette forme qu'ils peuvent avoir accès aux registres paroissiaux ou de l'état civil. On peut observer également que parmi les utilisateurs de microfilms et microfiches, huit sur dix sont des lecteurs généalogistes (81 %) et moins de la moitié des lecteurs historiens (45 %).

Quant aux documents photocopiés, ils sont utilisés par toutes les catégories de lecteurs, quels que soient les domaines de leurs recherches, et *grosso modo* à proportion de leur part dans le public des archives. Les plus fortes proportions de lecteurs qui consultent des documents photocopiés sont observées parmi ceux qui font appel aux archives pour faire valoir un droit (37 % d'entre eux) et parmi les lecteurs généalogistes historiens (un tiers d'entre eux).

**Tableau 97 – Forme des documents consultés par les lecteurs historiens**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Documents originaux	82	87	94	94	84	84	88
Microfilms ou microfiches	49	38	27	52	37	37	39
Photocopies	22	24	21	19	27	25	26
Cédéroms, documents numérisés	1	2	1	1	2	3	2
Autre forme	2	2	1	1	3	2	2
Sans réponse	8	5	3	3	6	5	6

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

**Tableau 98 – Forme des documents consultés par les lecteurs généalogistes**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Documents originaux	82	82	79	87
Microfilms ou microfiches	49	71	73	67
Photocopies	22	24	19	33
Cédéroms, documents numérisés	1	1	1	2
Autre forme	2	1	1	1
Sans réponse	8	6	7	5

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

## 6. Les demandes de dérogation

Une partie des archives susceptibles d'intéresser les lecteurs ne leur est pas librement communicable avant un certain nombre d'années (voir encadré p. 150). Toutefois, des dérogations peuvent être demandées. (Réponse à la question n° 8)

La grande majorité des lecteurs (88 %) ne l'ignorent pas, surtout les lecteurs généalogistes (92 % au lieu de 86 % des lecteurs historiens). (Voir tableaux 99 et 100). Quatre lecteurs sur dix (41 %) ont déjà été confrontés à cette règle (11 % très ou assez souvent, 30 % au moins une fois), les lecteurs généalogistes (53 %) plus que les lecteurs historiens (36 %).

En revanche, la possibilité de demander une dérogation semble mal connue : parmi les lecteurs qui connaissent l'existence de délais de communicabilité des documents moins de la moitié seulement (46 %) savent qu'une dérogation peut être demandée, proportion qui s'élève à 54 % pour les lecteurs historiens et 63 % pour les lecteurs enseignants et chercheurs, lesquels déclarent presque tous avoir connaissance de l'existence de ces délais (97 %). Les lecteurs généalogistes connaissent beaucoup moins cette possibilité de dérogation : 40 % de ceux qui connaissent l'existence des délais le savent, et moins encore les lecteurs généalogistes exclusifs (35 %).

Environ un lecteur sur dix a déjà demandé une dérogation (12 %), proportion un peu plus élevée parmi les lecteurs historiens (14 %) – plus particulièrement les

**Tableau 99 – Demandes de dérogations par les lecteurs historiens**

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	en %				
			étudiants	dont enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	autres lecteurs historiens de niveau ≤ au bac	> au bac
Connaissance de l'existence de documents non communicables avant un certain délai	88	86	91	97	83	77	86
Connaissance d'une possibilité de dérogation	40	47	60	61	40	33	48
Demande de dérogation							
Oui :	12	14	14	18	13	12	15
<i>Une fois seulement</i>	6	7	6	8	8	6	10
<i>Deux fois ou plus</i>	6	7	8	10	5	6	5
Non, jamais	26	30	46	43	24	18	29
Sans réponse	2	3	–	ε	3	3	4
Dérogation obtenue							
Oui :	11	12	14	15	11	10	13
<i>Oui, toujours ou le plus souvent</i>	9	11	12	14	10	10	11
<i>Tantôt oui, tantôt non</i>	2	1	2	1	1	–	2
Non, jamais	1	2	–	3	2	2	2
Sans réponse	ε	ε	–	ε	ε	ε	ε

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

**Tableau 100 – Demandes de dérogations par les lecteurs généalogistes**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Connaissance de l'existence de dérogation	88	92	92	93
Connaissance d'une possibilité de dérogation	40	37	32	47
Demande de dérogation				
Oui :	12	12	10	16
<i>Une fois seulement</i>	6	6	5	7
<i>Deux fois ou plus</i>	6	6	5	9
Non, jamais	26	22	20	26
Sans réponse	2	3	2	5
Dérogation obtenue				
Oui :	11	10	9	13
<i>Oui, toujours ou le plus souvent</i>	9	9	8	11
<i>Tantôt oui, tantôt non</i>	2	1	1	2
Non, jamais	1	2	1	2
Sans réponse	ε	ε	ε	1

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

lecteurs enseignants et chercheurs (18 %) – et les lecteurs généalogistes historiens (16 %).

Les dérogations demandées par les lecteurs leur sont accordées dans la grande majorité des cas : « *toujours* », 8 % ; « *le plus souvent* », 1 % ; « *tantôt oui tantôt non* » ou « *rarement* », 2 %.

L'expérience des demandes de dérogation est un peu plus répandue dans le public des archives de Paris : 48 % de ces lecteurs ont désiré consulter des documents soumis à dérogation, 46 % savent qu'une dérogation peut être demandée, 18 % ont eu recours à cette procédure et 15 % ont obtenu satisfaction. (Voir tableau dans le volume annexe 2)

### ***La communication des archives publiques : les délais de communicabilité et les dérogations***

La loi du 3 janvier 1979 prévoit que les documents d'archives publiques sont consultables à l'expiration d'un délai de *trente ans*. Pour certains types de documents, des *délais spéciaux* sont prévus par la loi :

- 150 ans à compter de la date de naissance pour les documents comportant des renseignements médicaux ;
- 120 ans à compter de la date de naissance pour les dossiers de personnel ;
- 100 ans à compter de la date de l'acte ou de la clôture du dossier pour les documents judiciaires, pour les minutes et les répertoires des notaires et pour les registres de l'état civil et de l'Enregistrement ;
- 100 ans pour les documents contenant des renseignements individuels collectés dans des enquêtes statistiques ;
- 60 ans pour les documents qui contiennent des informations mettant en cause la vie privée ou intéressant la sûreté de l'État ou la Défense nationale.

La loi a toutefois prévu la possibilité pour les particuliers de demander des dérogations à ces règles. La direction des Archives de France peut ainsi être amenée à autoriser la consultation des archives avant l'expiration des délais de communication prévus, après accord du service ayant versé les fonds. Les lecteurs qui sollicitent une dérogation doivent remplir un formulaire précisant la nature et le cadre de leur recherche. Le délai de réponse de l'administration des archives est variable (de quelques semaines à quelques mois).

Au cours de l'année 1999, 1 678 demandes de dérogation individuelles ont été inscrites pour les archives départementales et 114 pour les archives communales.

La loi de 1979 a aussi prévu la possibilité pour l'administration de rendre certains fonds entièrement accessibles au public avant les délais. Cette procédure de dérogation générale a été utilisée pour rendre directement consultables un grand nombre de fonds de la période 1939-1945.

## ***7. Le besoin d'aide et de conseils et la disponibilité du personnel***

La grande majorité des lecteurs ressentent le besoin d'être conseillés par le personnel des archives départementales et communales pour s'orienter dans leurs recherches. Plus des trois quarts le disent, le plus souvent sans ambages : 56 % « *tout à fait* » et 21 % « *assez* », pour 16 % « *pas tellement* » et seulement 5 % « *pas du tout* » ; 2 % seulement ne se prononcent pas sur ce point. (Réponse à la question n° 7A – Voir tableaux 101 et 102)

Ce sentiment n'est pas observé seulement chez les néophytes, encore qu'ils l'éprouvent, bien sûr, plus fréquemment, et surtout plus vivement. Il est exprimé par la majorité des lecteurs comptant pourtant à leur actif une expérience de plus de dix services d'archives publiques (74 % d'entre eux n'en ressentent pas moins « *tout à fait* » ou « *assez* », le besoin de conseil en ce domaine). Ceux qui ont

**Tableau 101 – Besoin de conseils ressenti par les lecteurs historiens pour s’orienter dans leurs recherches**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Oui	77	80	80	79	81	78	81
<i>tout à fait</i>	56	59	61	48	62	56	61
<i>assez</i>	21	21	19	31	19	22	20
Non	21	18	20	19	18	18	19
<i>pas tellement</i>	16	13	15	18	12	11	12
<i>pas du tout</i>	5	5	5	1	6	7	7
Sans réponse	2	2	–	2	1	4	ε
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

**Tableau 102 – Besoin de conseils ressenti par les lecteurs généalogistes pour s’orienter dans leurs recherches**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Oui	77	78	76	80
<i>tout à fait</i>	56	54	53	56
<i>assez</i>	21	24	23	24
Non	21	21	23	18
<i>pas tellement</i>	16	17	18	14
<i>pas du tout</i>	5	4	5	4
Sans réponse	2	1	1	2
Ensemble	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

effectué plus de cinquante visites aux archives (72 %) ou des déplacements pour consulter des archives dans d’autres régions (79 %) et même à l’étranger (76 %) expriment le même sentiment.

Parmi les lecteurs historiens, 80 % ressentent ce besoin, soit très légèrement plus que les lecteurs généalogistes (78 %).

Parmi les lecteurs étudiants qui effectuent des recherches historiques dans le cadre de leurs études (92 %), près de quatre sur dix seulement estiment avoir reçu une préparation « *tout à fait suffisante* » (19 %) ou « *à peu près suffisante* » (19 % également) à l’utilisation des archives ; les autres – près de six sur dix – « *pas tellement* » (29 %) ou « *pas du tout* » (28 %). (Réponse à la question n° 23 – Voir tableau dans le volume annexe 2)

Certaines universités offrent une telle préparation : à Rennes, par exemple, la préparation à la consultation des archives constitue une unité de valeur. On

conclura des informations recueillies à ce sujet que tous les étudiants ne se voient pas offrir cette possibilité, ou ne sont pas suffisamment sensibilisés à son intérêt pratique.

Ces résultats témoignent d'une faible assurance et d'une familiarité toujours relative des lecteurs devant les archives, et ils rendent compte aussi de l'importance de leurs attentes vis-à-vis des personnels présents pour les accueillir. La plupart ne doutent pas de l'aide qu'ils peuvent leur demander. Invités à dire, d'après leur expérience ou le sentiment qu'ils en ont, si le personnel des archives départementales et communales se montre en général disponible pour conseiller les usagers dans leurs recherches, 47 % des lecteurs interrogés répondent « *Oui, tout à fait* », et 38 % « *Oui, assez* », tandis que 13 % seulement sont d'un avis contraire : « *Non, pas tellement* », 12 %, ou « *Pas du tout* », 1 %. (Réponse à la question n° 7B – Tableaux 103 et 104)

**Tableau 103 – Disponibilité du personnel des archives pour conseiller les lecteurs historiens**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Oui	85	86	83	86	87	85	90
<i>tout à fait</i>	47	50	45	48	51	53	50
<i>assez</i>	38	36	38	38	36	32	40
Non	13	13	17	13	11	13	9
<i>pas tellement</i>	12	11	15	11	10	9	9
<i>pas du tout</i>	1	2	2	2	1	4	ε
Sans réponse	2	1	–	1	2	2	1
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

**Tableau 104 – Disponibilité du personnel des archives pour conseiller les lecteurs généalogistes**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Oui	85	84	83	85
<i>tout à fait</i>	47	42	42	44
<i>assez</i>	38	42	41	41
Non	13	15	16	14
<i>pas tellement</i>	12	13	15	11
<i>pas du tout</i>	1	2	1	3
Sans réponse	2	1	1	1
Ensemble	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Les lecteurs, déçus par les personnels des archives départementales et communales ou qui doutent de l'aide qu'ils pourraient trouver auprès d'eux, se rencontrent en proportion à peu près égale dans toutes les catégories d'analyse, chez les novices comme parmi les vétérans – ces derniers étant parfois les plus sévères –, chez les lecteurs généalogistes (15 % ne sont pas tellement ou pas du tout satisfaits) et chez les lecteurs historiens enseignants et chercheurs (13 %), un peu plus chez les lecteurs étudiants et chez les lecteurs généalogistes exclusifs (17 % et 16 %).

### 8. Les services utilisés par les lecteurs

Pour l'ensemble des lecteurs des archives départementales et communales, les informations recueillies nous apprennent que, à l'occasion de leur dernière visite (Voir tableaux 105, 106 et 107 – Réponse à la question n° 27) :

- les trois quarts (74 %) demandent la communication de documents, de quelque nature ou sous quelque forme que ce soit : 71 % des lecteurs généalogistes au lieu de 78 % des lecteurs historiens, et, parmi ces derniers, 87 % des lecteurs enseignants et chercheurs. Ces taux peuvent paraître surprenants, mais il est possible qu'une partie des lecteurs interrogés n'aient pas bien compris cette question (par exemple, utilisation d'un microfilm au lieu d'un original) ;
- près des deux tiers consultent des instruments de recherche<sup>29</sup> (64 %), pratique à peu près également fréquente chez les lecteurs généalogistes (64 % : six sur

**Tableau 105 – Services utilisés par les lecteurs lors de leur dernière visite**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Lecteurs ayant effectué leur dernière visite aux AD	Lecteurs ayant effectué leur dernière visite aux AC
Communication de documents	74	76	73
Consultation d'un ou plusieurs instruments de recherche	64	68	55
Consultation en libre accès	60	61	60
Conseil ou orientation pour leur recherche	57	55	60
Utilisation de certains services annexes, dont :	41	47	24
<i>Toilettes</i>	29	34	18
<i>Distributeur de boissons, café, sandwiches</i>	16	21	7
Utilisation d'un appareil lecteur de microfilms	40	46	25
Utilisation d'un appareil de reproduction	36	36	35
Aide pour utiliser les appareils	36	36	32
Réservation de documents	17	17	15

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

29. Les instruments de recherche sont des outils, sous forme papier ou informatisée, énumérant ou décrivant un ensemble de documents d'archives de manière à permettre de repérer les sources disponibles sur un sujet donné et de décrire les fonds : « guide de sources » ou « guide des recherches » thématique (décrivant les fonds d'un ou plusieurs services d'archives sur un thème particulier), guide par service d'archives (décrivant sommairement l'ensemble des fonds et collections d'un service d'archives), « état des fonds », « état des versements », « inventaires », « catalogues »...

**Tableau 106 – Services utilisés par les lecteurs historiens lors de leur dernière visite**

*en %*

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	<i>dont</i> étudiants	<i>dont</i> enseignants et chercheurs	<i>dont</i> autres lecteurs historiens	autres lecteurs historiens de niveau ≤ au bac	> au bac
Communication de documents	74	78	82	87	75	69	81
Consultation d'un ou plusieurs instruments de recherche	64	67	71	78	64	56	71
Consultation en libre accès	60	57	54	61	57	53	61
Conseil ou orientation pour leur recherche	57	63	65	56	65	61	66
Utilisation de certains services annexes, dont :	41	42	56	50	36	30	41
Toilettes	29	28	37	33	26	22	29
Distributeur de boissons, café, sandwiches	16	17	30	24	13	9	17
Utilisation d'un appareil lecteur de microfilms	40	29	19	34	30	30	31
Utilisation d'un appareil de reproduction	36	35	36	34	36	25	42
Aide pour utiliser les appareils	36	33	26	30	35	30	36
Réservation de documents	17	22	26	27	19	21	19

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

- dix des généalogistes exclusifs et sept sur dix des généalogistes historiens) et les lecteurs historiens (67 %), mais plus répandue, parmi ces derniers, chez les lecteurs enseignants et chercheurs (près de huit sur dix) que chez les lecteurs étudiants (sept sur dix) ;
- six lecteurs sur dix consultent, en libre accès, des usuels<sup>30</sup> ou d'autres ouvrages et documents, les lecteurs généalogistes plus fréquemment que les lecteurs historiens (69 % au lieu de 57 %) ;
  - près de six lecteurs sur dix demandent un conseil ou une orientation pour leur recherche (57 %) ; c'est davantage le cas des lecteurs historiens que des lecteurs généalogistes (63 % au lieu de 50 %), et plus particulièrement des lecteurs étudiants et des autres lecteurs historiens (65 % pour chaque catégorie) ; on a vu qu'une plus large proportion des lecteurs en éprouvent le besoin ;
  - quatre lecteurs sur dix utilisent un lecteur de microfilms, mais c'est deux fois plus souvent le cas pour les lecteurs généalogistes que pour les lecteurs historiens (six sur dix au lieu de trois sur dix) ;
  - plus d'un tiers des lecteurs interrogés ont déclaré utiliser un appareil de reproduction (36 %), mais le recours à la photocopie de documents est probablement plus fréquent si l'on considère que dans nombre de services d'archives, les lecteurs n'ont pas librement accès au photocopieur et que la question posée à ce

30. Ouvrages d'un usage courant qui sont dans une bibliothèque à la libre disposition du public (dictionnaires, encyclopédies, guides bibliographiques...).



- sujet pouvait être interprétée, de façon restrictive, au sens de l'utilisation d'un appareil de reproduction par le lecteur lui-même, en libre service ;
- plus d'un tiers également demandent une aide pour utiliser les appareils mis à leur disposition (36 %), les lecteurs généalogistes plus fréquemment que les lecteurs historiens (42 % au lieu de 33 %) ;
  - enfin, moins d'un lecteur sur cinq demande, avant d'aller dans les services d'archives, qu'on lui réserve des documents pour les consulter (17 %) ; particulièrement peu répandue chez les lecteurs généalogistes (14 % d'entre eux), cette pratique est nettement plus fréquente parmi les lecteurs historiens (22 %), surtout les lecteurs enseignants ou chercheurs (27 %) et les lecteurs étudiants (26 %).

**Tableau 107 – Services utilisés par les lecteurs généalogistes lors de leur dernière visite**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Communication de documents	74	71	67	77
Consultation d'un ou plusieurs instruments de recherche	64	64	61	70
Consultation en libre accès	60	69	68	71
Conseil ou orientation pour leur recherche	57	50	47	55
Utilisation de certains services annexes, dont :	41	43	42	45
Toilettes	29	31	31	30
Distributeur de boissons, café, sandwiches	16	14	13	16
Utilisation d'un appareil lecteur de microfilms	40	59	63	52
Utilisation d'un appareil de reproduction	36	37	38	34
Aide pour utiliser les appareils	36	42	41	42
Réservation de documents	17	14	12	19

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

En ce qui concerne les services utilisés, les lecteurs ayant effectué leur dernière visite aux archives départementales se distinguent de ceux qui ont effectué leur dernière visite aux archives communales par :

- la consultation plus fréquente d'instruments de recherche, probablement plus nombreux que dans les services d'archives communales (68 % au lieu de 55 %) ;
- l'utilisation beaucoup plus fréquente d'un appareil lecteur de microfilms (46 % au lieu de 25 %), probablement aussi plus nombreux dans les services d'archives départementales ;

- l'utilisation également plus fréquente de certains services annexes (47 % au lieu de 24 %) : toilettes (34 % au lieu de 18 %), et distributeurs de boissons, café, sandwiches (21 % au lieu de 7 %), vraisemblablement plus présents eux aussi ;
- une demande moins fréquente de conseil ou orientation pour leur recherche (55 % au lieu de 60 %).

\*

\* \*

Pour huit lecteurs sur dix interrogés sur la dernière recherche qu'ils ont entreprise, les archives départementales et communales représentent, parmi les moyens d'information et de documentation dont ils disposent, une source « *essentielle* » (58 %) ou « *très importante* » (24 %). Les autres lecteurs les tiennent pour une source « *assez importante* » (8 %), mais rarement « *peu importante* » (2 %). C'est un point sur lequel 4 % seulement ne se sont pas prononcés et le même pourcentage de lecteurs ne se sont pas sentis concernés par cette question. (Réponse à la question n° 17 – Voir tableaux 108 et 109)

Ce jugement est partagé par toutes les catégories de lecteurs, quel que soit le domaine de leur recherche. Les lecteurs les plus convaincus à cet égard sont les lecteurs généalogistes (neuf sur dix), qu'ils soient exclusifs (91 %) ou qu'ils effectuent aussi des recherches historiques (89 %). Parmi les lecteurs historiens, seuls les étudiants (les trois quarts d'entre eux) se montrent un peu plus nuancés ; on a vu qu'ils privilégient aussi la presse et les ouvrages imprimés.

Plus leur expérience des archives départementales et communales est grande, plus les lecteurs se déclarent convaincus de leur importance comme source d'information et de documentation pour leur recherche : neuf sur dix de ceux qui ont

**Tableau 108 – Importance des archives comme source d'information et de documentation pour les lecteurs historiens**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Essentielle ou très importante	82	82	76	89	83	78	85
<i>essentielle</i>	58	55	56	63	53	47	58
<i>très importante</i>	24	27	20	26	30	31	27
Assez importante	8	11	14	8	10	13	9
Peu importante	2	3	9	3	1	1	2
Non concerné	4	3	1	–	4	5	3
Sans réponse	4	1	–	ε	2	3	1
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

**Tableau 109 – Importance des archives comme source d'information  
et de documentation pour les lecteurs généalogistes***en %*

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	<i>dont</i>	
			<i>généalogistes exclusifs</i>	<i>généalogistes historiens</i>
Essentielle ou très importante	82	90	91	89
<i>essentielle</i>	58	67	70	63
<i>très importante</i>	24	23	21	26
Assez importante	8	5	5	6
Peu importante	2	1	1	1
Non concerné	4	1	1	1
Sans réponse	4	3	2	3
Ensemble	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

fréquenté plus de dix services ou effectué plus de cinquante visites, au lieu de huit sur dix de ceux qui n'ont fréquenté que deux ou trois services ou effectué moins de dix visites.

### CHAPITRE III

## Le niveau de satisfaction et les attentes des lecteurs

Les questions qui visaient à mesurer le niveau de satisfaction des lecteurs des archives départementales et des archives communales étaient relatives à leur visite la plus récente dans l'un de ces services. D'après leurs réponses, les deux tiers des lecteurs s'étaient rendus, la dernière fois, dans un service d'archives départementales (65 %), près d'un tiers dans un service d'archives communales (29 %) mais 4 % des lecteurs interrogés n'ont pas été en mesure de fournir cette précision. Les résultats présentés plus loin souligneront les différences observées dans les pratiques et le niveau de satisfaction des lecteurs, selon la tutelle territoriale du dernier service d'archives où ils se sont rendus. (Réponse à la question n° 24A)

Pour quatre lecteurs interrogés sur dix, la dernière visite aux archives départementales et communales remontait à trois mois au plus et pour un sur trois, à trois mois à un an. Les trois quarts des lecteurs avaient donc encore bien en mémoire leur dernière expérience de ces services d'archives, à laquelle le questionnaire les invitait à se référer pour juger les conditions dans lesquelles elle s'était déroulée. (Réponse à la question n° 24B)

De manière très classique, les lecteurs interrogés ont été invités à exprimer leur niveau de satisfaction au moyen d'une échelle à quatre degrés : « *tout à fait satisfait* », « *assez* », « *peu* » ou « *pas du tout satisfait* » ; il leur était aussi possible de se déclarer « *sans opinion* ». Compte tenu de ce choix de réponse, le fait que certains lecteurs se soient déclarés « assez satisfaits » plutôt que « tout à fait » signifie nécessairement que leur satisfaction n'était pas sans mélange, mais plus ou moins empreinte de réserves ou d'une soumission résignée à des dysfonctionnements ou à des imperfections faisant partie, à leurs yeux, de la réalité des archives. On a pris le parti de calculer les pourcentages en excluant les « sans opinion » et les « sans réponse », et de considérer comme indice de la satisfaction mesurée, pour chacun des aspects étudiés, la proportion des réponses exemptes de toute réserve, c'est-à-dire le pourcentage des lecteurs qui se sont déclarés « tout à fait satisfaits ».

## A. L'appréciation des conditions de visite

Pour connaître l'appréciation portée par les lecteurs sur leurs conditions de visite, les questions qui leur étaient posées, relatives à leur dernière visite, portaient sur les conditions d'accès aux services d'archives, l'accueil et les conditions de travail dans la salle de lecture ainsi que sur les services utilisés. Une appréciation plus générale sur l'ensemble de cette dernière visite leur était demandée. Comme on vient de l'indiquer, les réponses des lecteurs sont présentées en excluant les « sans opinion » et les « sans réponse » et en distinguant les lecteurs selon le dernier type de service d'archives fréquenté.

### 1. Les conditions d'accès aux services d'archives

Au cours de l'approche monographique, il est apparu qu'il n'était pas toujours aisé d'arriver à l'adresse des services d'archives, ni, une fois sur place, d'en repérer l'accès. Au niveau du repérage et de l'accès, ce qui apparaît le moins satisfaisant ne dépend pas directement des services d'archives mais résulte d'aménagements urbains qui prennent plus ou moins en compte l'importance des services d'archives dans la vie de la cité (Voir tableaux 110 et 111 et graphiques 25a, 25b et 25 c – Réponse à la question n° 26 B à H) :

- la signalisation et le fléchage, en ville, consacrés à ces services : 29 % seulement de l'ensemble des lecteurs s'en déclarent *tout à fait satisfaits*, 42 % *peu ou pas du tout* (cette question ne s'adressait qu'aux lecteurs qui étaient allés pour la première fois dans le service d'archives considéré ou qui n'y étaient pas retournés depuis longtemps) ;
- les moyens de transport en commun pour s'y rendre assurent mieux leur satisfaction : 42 % s'en déclarent *tout à fait satisfaits*, 29 % *peu ou pas du tout* ;
- le stationnement automobile à proximité des archives également : 44 % des lecteurs qui s'y rendent en voiture en sont *tout à fait satisfaits*, 34 % *peu ou pas du tout*.

**Tableau 110 – Appréciation sur les conditions d'accès  
par les lecteurs ayant effectué leur dernière recherche  
aux archives départementales**

en %

	Tout à fait satisfait	Assez satisfait	Peu ou pas satisfait	Total
Modalités de l'inscription	64	31	5	100
Signalisation et accueil à l'entrée	55	35	10	100
Horaires et jours d'ouverture	49	38	13	100
Organisation du vestiaire	46	34	20	100
Possibilité de se garer à proximité	46	22	32	100
Moyens de transport en commun	39	29	32	100
Signalisation et fléchage en ville	28	30	42	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

**Tableau 111 – Appréciation sur les conditions d'accès  
par les lecteurs ayant effectué leur dernière recherche  
aux archives communales**

en %

	Tout à fait satisfait	Assez satisfait	Peu ou pas satisfait	Total
Modalités de l'inscription	67	26	7	100
Signalisation et accueil à l'entrée	50	33	17	100
Moyens de transport en commun	48	28	24	100
Horaires et jours d'ouverture	45	40	15	100
Possibilité de se garer à proximité	45	20	35	100
Organisation du vestiaire	40	25	35	100
Signalisation et fléchage en ville	32	24	44	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Les autres conditions d'accès aux archives, qui dépendent de l'organisation de ces services, sont elles aussi perçues de façon variable et se révèlent, dans l'ensemble, assez modérément appréciées :

- les horaires et jours d'ouverture ne satisfont totalement que 47 % de l'ensemble des lecteurs, 49 % des lecteurs ayant effectué leur dernière recherche aux archives départementales et 45 % de ceux ayant effectué leur dernière recherche aux archives communales ;
- la signalisation et l'accueil à l'entrée, si importants pour un visiteur qui se rend dans un service d'archives pour la première fois, sont jugés tout à fait satisfaisants par 54 % de l'ensemble des lecteurs, 55 % aux archives départementales, 50 % aux archives communales ;
- les modalités d'inscription, en revanche, donnent totalement satisfaction aux deux tiers des lecteurs, 64 % aux archives départementales, 67 % aux archives communales (n'étaient interrogés à ce sujet que les lecteurs qui avaient pris ou renouvelé leur inscription à l'occasion de la visite considérée) ;
- l'organisation du vestiaire (en particulier l'obligation d'y déposer les sacs, les manteaux, etc.) est moins bien jugée : 46 % des lecteurs, aux archives départementales et 40 % aux archives communales s'en déclarent satisfaits sans réserves, tandis que 20 % et 35 % le sont peu ou pas du tout.

En résumé, les formalités d'inscription sont peu contestées, mais les autres conditions d'accès aux archives suscitent des critiques ou des réserves chez la moitié au moins des lecteurs.

## 2. *L'accueil et les conditions de travail dans la salle de lecture*

Il reste un point crucial : l'accueil réservé au lecteur dans la salle de lecture, dont la qualité ou les défauts peuvent retentir sur toute la visite. Environ la moitié (51 %) des lecteurs interrogés s'en déclarent très satisfaits : 50 % aux archives départementales et 58 % aux archives communales. (Voir tableaux 112 et 113 et graphiques 25a, 25b et 25c – Réponse à la question n° 26 I à T)

On a vu que plus des trois quarts (77 %) des lecteurs interrogés ressentent le besoin d'être conseillés par le personnel des archives (réponse à la question n° 7A) pour s'orienter dans leurs recherches et que plus de huit lecteurs sur dix estiment que celui-ci se montre, en général, « *tout à fait disponible* » ou « *assez disponible* » pour conseiller les usagers dans leurs recherches. (Réponse à la question n° 7B)

L'attitude du président de salle – son amabilité et sa compétence – donne satisfaction sans réserve à environ la moitié des lecteurs (51 %) mais 14 % des lecteurs (13 % aux archives départementales et 16 % aux archives communales) se déclarent peu ou pas du tout satisfaits. Toutefois, les expériences malencontreuses en ce domaine ont un tel retentissement dans l'esprit de ceux qui y sont confrontés que l'on est tenté de penser qu'un archiviste rébarbatif qui rabroue un lecteur néophyte ou désespéré entache beaucoup plus l'image de l'institution que les carences déplorées dans l'équipement en appareils de lecture ou de reproduction.

Les défaillances dans les relations humaines laissent une amertume ou une indignation tenaces.

« On sentait déjà, à l'époque, qu'on embêtait les archivistes avec nos demandes (en généalogie), qu'on était un public de seconde zone. On demandait quelque chose sur la pointe des pieds, parce qu'on avait peur de se faire rabrouer » (Journaliste).

Il n'y a pas que les archivistes qui se montrent parfois peu coopérants ; les autres personnels peuvent aussi se signaler par un manque d'amabilité ou de compétence. À l'occasion des études monographiques, des généalogistes et des directeurs de centre se sont exprimés dans le même sens. Les personnels de « catégorie C et même B » de la fonction publique ne reçoivent pas toujours sur place la formation pratique nécessaire parce que les archivistes et le directeur du centre n'ont pas toujours le temps ou le désir de s'y consacrer. Les personnels subalternes affectés aux archives par les mairies, en particulier, n'ont pas forcément des prédispositions à cet emploi, et ne sont d'ailleurs pas toujours certains d'y demeurer. En revanche, lorsque deux facteurs favorables sont réunis – l'implication des personnels et des formations adaptées –, les résultats sont spectaculaires, et ce qu'on serait tenté d'appeler « la séduction des archives » agit sur ces personnels, quel que soit, semble-t-il, leur niveau d'études.

Les conditions de travail dans la salle de lecture sont très inégalement appréciées. Quatre à cinq lecteurs sur dix se déclarent totalement satisfaits :

- de l'ambiance de la salle de lecture (silence, circulation des lecteurs, bruit des appareils, etc.) : 55 % des lecteurs (53 % aux archives départementales, 55 % aux archives communales) ;
- du nombre de places disponibles : 41 % des lecteurs (40 % aux archives départementales et 44 % aux archives communales) ;

**Tableau 112 – Appréciation sur la salle de lecture et les moyens de consultation disponibles par les lecteurs ayant effectué leur dernière recherche aux archives départementales**

en %

	Tout à fait satisfait	Assez satisfait	Peu ou pas satisfait	Total
Ambiance dans la salle de lecture	53	37	10	100
Accueil dans la salle de lecture	50	37	13	100
Confort de la salle de lecture	45	39	16	100
Nombre de places dans la salle	40	36	24	100
Informations en libre accès	36	45	19	100
Instruments de recherche	35	48	17	100
Rangement et présentation des guides...	32	47	21	100
Nombre maximum d'articles par jour	25	41	34	100
Durée d'attente des documents demandés	23	44	33	100
Coût de la reproduction	23	34	43	100
Fonctionnement des appareils de reproduction	21	35	44	100
Disponibilité des lecteurs de microfilms	21	36	43	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

**Tableau 113 – Appréciation sur la salle de lecture et les moyens de consultation disponibles par les lecteurs ayant effectué leur dernière recherche aux archives communales**

en %

	Tout à fait satisfait	Assez satisfait	Peu ou pas satisfait	Total
Accueil dans la salle de lecture	59	25	16	100
Ambiance dans la salle de lecture	55	33	12	100
Nombre de places dans la salle	44	32	24	100
Nombre maximum d'articles par jour	42	35	23	100
Durée d'attente des documents demandés	41	41	18	100
Confort de la salle de lecture	41	36	23	100
Informations en libre accès	39	41	20	100
Instruments de recherche	37	42	21	100
Rangement et présentation des guides...	36	41	23	100
Coût de la reproduction	32	33	35	100
Fonctionnement des appareils de reproduction	28	32	40	100
Disponibilité des lecteurs de microfilms	26	42	32	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001



- du confort (ascenseur, sièges, tables, pupitres de consultation, éclairage des tables et autres postes de travail, chauffage et climatisation, etc.) : 44 % des lecteurs (45 % aux archives départementales et 41 % aux archives communales).

L'existence, le classement et le libre accès des instruments de recherche ou des documents sur microfilms ne donnent totalement satisfaction qu'à un tiers des usagers, ou guère plus. Il en est ainsi de :

- la présence et la disponibilité d'informations en libre accès (guides, fichiers, inventaires, microfilms, etc.) : un peu plus d'un tiers (36 %) des lecteurs (36 % aux archives départementales et 39 % aux archives communales) ;
- l'existence d'instruments de recherche (guides, fichiers, inventaires, etc.) correspondant aux recherches entreprises par les lecteurs : un tiers seulement des lecteurs s'en déclarent satisfaits sans réserves (35 % aux archives départementales, 37 % aux archives communales) ;
- le mode de rangement et la présentation physique des guides, fichiers, inventaires, etc. : un tiers des lecteurs également (32 % aux archives départementales et 36 % aux archives communales).

Les réserves et critiques des lecteurs mettent plus précisément en cause :

- le nombre maximum d'articles pouvant être demandés en communication par jour : 29 % seulement des lecteurs s'en déclarent tout à fait satisfaits (25 % aux archives départementales et 42 % aux archives communales) ;
- la durée de l'attente pour l'obtention des documents demandés satisfait à peine plus d'un lecteur sur quatre : 27 % (23 % aux archives départementales et 41 % aux archives communales) ;
- le coût de la reproduction des documents n'est guère mieux apprécié : un quart des lecteurs (23 % aux archives départementales et 32 % aux archives communales) ;
- la présence, l'accessibilité et l'état de fonctionnement des appareils de reproduction de documents (photocopie, photographie) est moins fréquemment encore l'objet d'une satisfaction sans réserves : 23 % des lecteurs (21 % aux archives départementales et 28 % aux archives communales) ;
- enfin, la présence, la disponibilité et l'état de fonctionnement des lecteurs de microfilms et de documents sonores et audiovisuels : 21 % seulement des usagers qui se prononcent à ce sujet s'en déclarent totalement satisfaits (21 % aux archives départementales et 26 % aux archives communales).

La faiblesse particulière des taux de satisfaction, pour certaines des conditions d'accès aux documents et de travail dans la salle de lecture, désigne les véritables points noirs qui se révèlent plus fréquemment sensibles aux archives départementales qu'aux archives communales.

### 3. L'appréciation sur les services utilisés

Les lecteurs qui ont utilisé les services proposés par les archives étaient aussi invités à exprimer leur niveau de satisfaction. (Voir tableaux 114 et 115 – Réponse à la question n° 27)

– Près de six lecteurs sur dix (57 %), on l'a vu, demandent un conseil ou une orientation pour leur recherche. Autant (57 %) sont totalement satisfaits de l'aide qu'ils trouvent, à cette occasion : 55 % des lecteurs qui ont effectué leur dernière recherche aux archives départementales et 65 % de ceux qui ont effectué leur dernière recherche aux archives communales.

Lors de leur dernière visite aux archives départementales ou communales, 63 % des lecteurs historiens ont demandé un conseil ou une orientation et près de six sur dix (57 %) en ont été totalement satisfaits. Les lecteurs généalogistes semblent moins fréquemment solliciter l'aide du personnel des archives (53 % d'entre eux), mais plus de la moitié (56 %) de ceux qui font appel à lui s'en déclarent tout à fait satisfaits. Le niveau de satisfaction des lecteurs historiens

**Tableau 114 – Appréciation sur les services utilisés par les lecteurs ayant effectué leur dernière recherche aux archives départementales**

en %

	Tout à fait satisfait	Assez satisfait	Peu ou pas satisfait	Total
Réservation de documents	78	14	8	100
Aide pour utiliser les appareils	58	26	16	100
Conseil ou orientation pour la recherche	55	32	13	100
Communication de documents	54	39	7	100
Consultation en libre accès	51	43	6	100
Utilisation d'un appareil de reproduction	42	33	25	100
Consultation d'instruments de recherche	40	49	11	100
Utilisation d'un lecteur de microfilms	36	38	26	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

**Tableau 115 – Appréciation sur les services utilisés par les lecteurs ayant effectué leur dernière recherche aux archives communales**

en %

	Tout à fait satisfait	Assez satisfait	Peu ou pas satisfait	Total
Réservation de documents	80	13	7	100
Communication de documents	69	24	7	100
Conseil ou orientation pour la recherche	65	24	11	100
Consultation en libre accès	64	31	5	100
Aide pour utiliser les appareils	62	26	12	100
Utilisation d'un lecteur de microfilms	51	32	17	100
Utilisation d'un appareil de reproduction	51	27	22	100
Consultation d'instruments de recherche	43	51	6	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

et des lecteurs généalogistes est donc identique, ces deux catégories trouvant aussi fréquemment une oreille attentive auprès du personnel des archives.

- Quatre lecteurs sur dix ont utilisé un lecteur de microfilms ; parmi eux, 38 % seulement en ont été totalement satisfaits : un peu plus d'un tiers seulement aux archives départementales (36 %) et la moitié aux archives communales (51 %).

Les lecteurs généalogistes, on l'a vu également, sont amenés beaucoup plus souvent que les autres catégories d'utilisateurs à utiliser des lecteurs de microfilms. Quatre sur dix en sont tout à fait satisfaits (39 %) mais les lecteurs historiens le sont un peu moins (34 %).

Ces résultats du sondage permettent de mesurer, en termes statistiques, l'étendue des propos critiques spontanément exprimés à ce sujet dans les entretiens de l'approche monographique.

- Six lecteurs sur dix ont consulté en libre accès des usuels ou d'autres ouvrages ou documents (microfilms, photocopies de tables décennales, etc.), avec une entière satisfaction dans un peu plus d'un cas sur deux (54 %) : la moitié des lecteurs aux archives départementales (51 %) et près des deux tiers aux archives communales (64 %).
- Près des deux tiers des lecteurs ont consulté des instruments de recherche (guides, fichiers, inventaires, etc.) et seulement quatre sur dix en ont été satisfaits sans réserves (40 % aux archives départementales et 43 % aux archives communales).
- La réservation à l'avance de documents pour les consulter est pratiquée par moins d'un lecteur sur cinq, mais la grande majorité des intéressés (huit sur dix) en sont tout à fait satisfaits.

Dans un tout autre registre, la présence d'un distributeur de boissons (plus rarement de sandwiches) est mise à profit par une minorité de lecteurs (16 %), mais plus des deux tiers des utilisateurs (68 %) s'en déclarent satisfaits sans réserves.

### ***Les résultats font ressortir :***

- une insatisfaction réelle en ce qui concerne les lecteurs de microfilms et les appareils de reproduction : un lecteur sur quatre s'en plaint, surtout chez les lecteurs ayant effectué leur dernière visite aux archives départementales ;
- une satisfaction totale de quatre lecteurs seulement sur dix en ce qui concerne les instruments de recherche consultés ;
- une satisfaction totale de près de six lecteurs sur dix qui ont demandé un conseil ou une orientation pour leur recherche, surtout aux archives communales.

#### **4. Le niveau général de satisfaction des lecteurs**

Un peu moins de la moitié seulement (48 %) de l'ensemble des lecteurs expriment une satisfaction totale, d'un point de vue général, à l'égard de leur dernière visite dans un service d'archives départementales ou communales. Le public des archives départementales se montre moins satisfait que celui des archives communales : 45 % des lecteurs interrogés se déclarent en effet tout à fait satisfaits de leur dernière visite dans un service d'archives départementales, alors que 62 % des lecteurs qui étaient allés dans un service d'archives communales expriment ce point de vue.

Dans l'ensemble, il n'y a guère de différence dans les niveaux de satisfaction entre les lecteurs historiens et les lecteurs généalogistes : 49 % des premiers et 48 % des seconds expriment leur totale satisfaction. Mais ce sont les lecteurs généalogistes qui se déclarent le plus souvent satisfaits des services d'archives communales (sept lecteurs généalogistes sur dix et près de huit lecteurs généalogistes historiens sur dix, au lieu de six lecteurs historiens sur dix). Pour les services d'archives départementales, leur niveau de satisfaction est identique (respectivement 45 % des lecteurs généalogistes et 46 % des lecteurs historiens). Il semble donc que le niveau général de satisfaction soit plutôt lié aux caractéristiques respectives des services d'archives départementales et des services d'archives communales qu'à la nature des recherches conduites dans les uns et les autres.

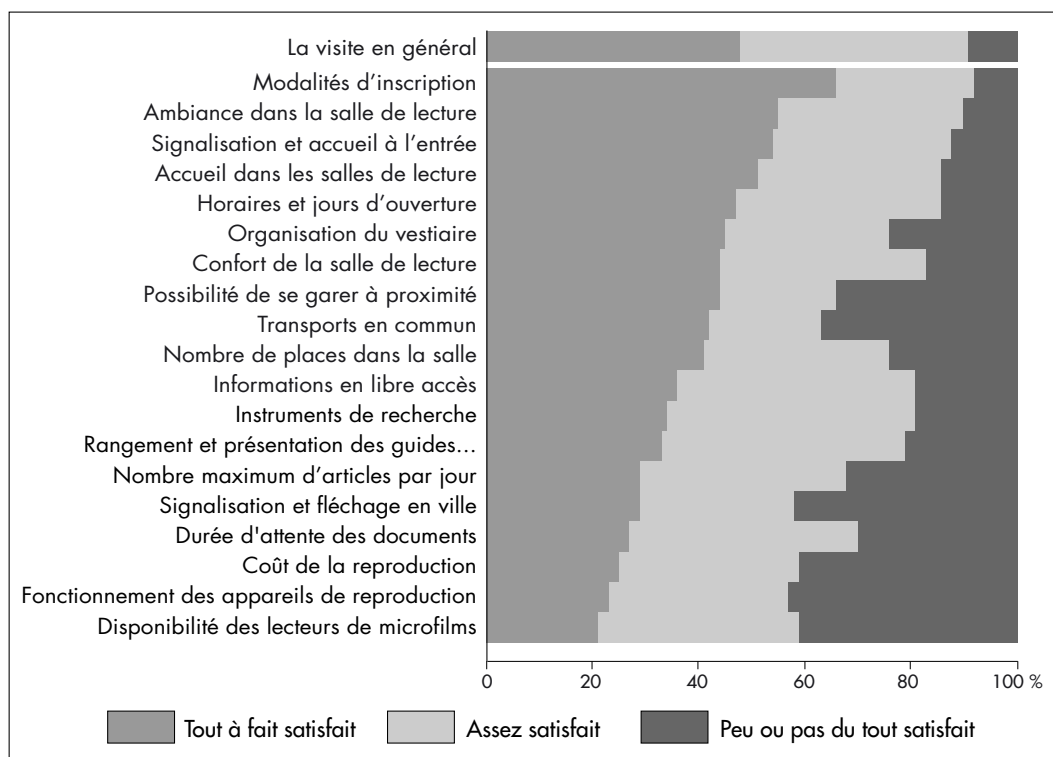
Le sondage confirme ainsi, semble-t-il, la dimension plus « humaine » des services d'archives communales, apparue dans les entretiens de l'approche monographique. Quelle que soit la qualité de l'organisation, dans les uns et dans les autres, les services d'archives communales, qui reçoivent nettement moins de lecteurs que ceux des archives départementales, apparaissent moins administratifs et moins réglementés. N'est-il pas vrai qu'aux archives communales, le lecteur venu consulter sans recommandation particulière est susceptible de rencontrer le directeur du centre et de bénéficier de son aide ?

« C'était pour obtenir un dossier sur un galérien ; une brave dame qui cherchait un ancêtre qui était galérien et qui était décédé à Toulouse. Bon, elle avait des difficultés, elle ne savait pas trop où s'adresser ; je lui ai fait la recherche et j'ai écrit... Franchement, ce n'est pas mon job ! » (Conservateur, service d'archives communales).

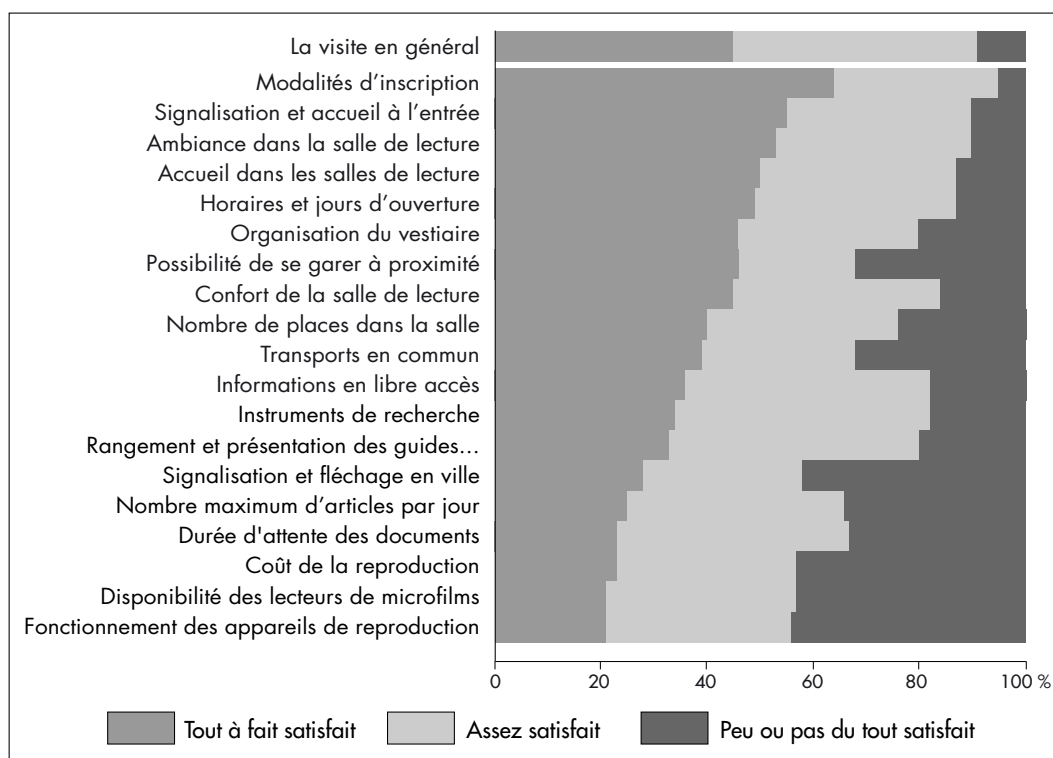
Pour l'érudit local comme pour l'étudiant, les services communaux offrent une mine de recherches possibles ; et, comme ils sont plus familiaux en quelque sorte, le lecteur y est mieux à même de savoir ce qu'il peut y trouver, et il y trouve plus aisément ce qu'il cherche.

On observe, enfin, que le niveau général d'insatisfaction (9 % de lecteurs peu satisfaits ou pas du tout satisfaits) est relativement faible et identique dans les deux types de services.

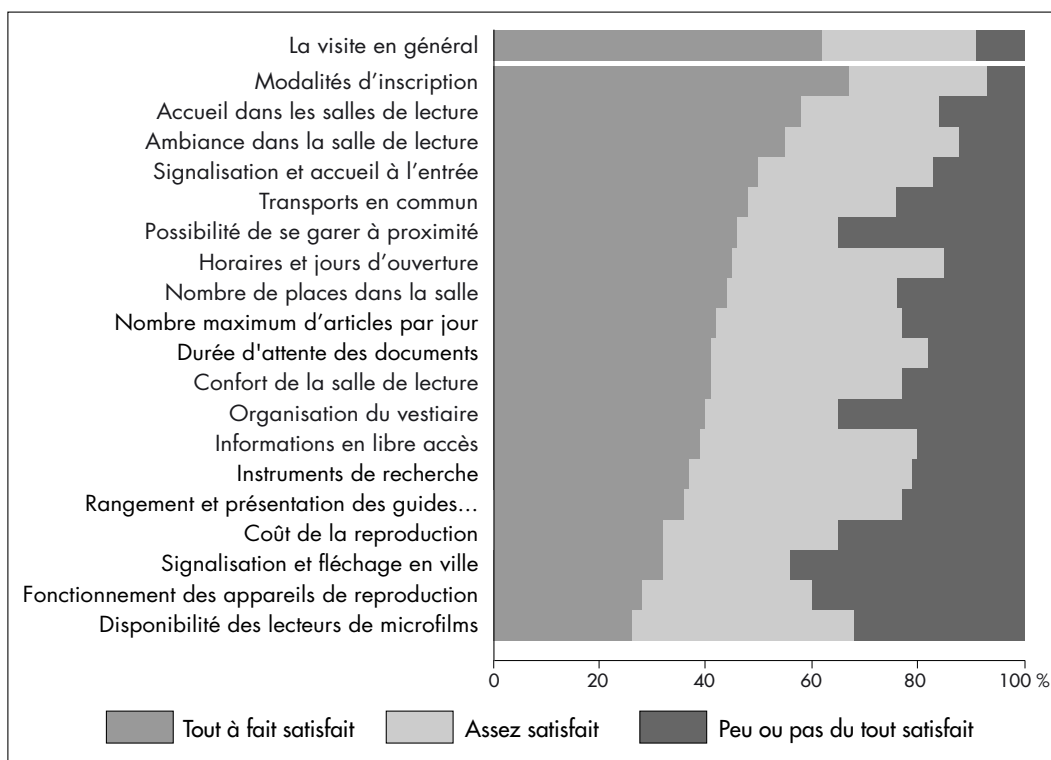
**Graphique 25 a – Niveau de satisfaction des lecteurs lors de leur dernière visite dans un service d'archives départementales ou communales**



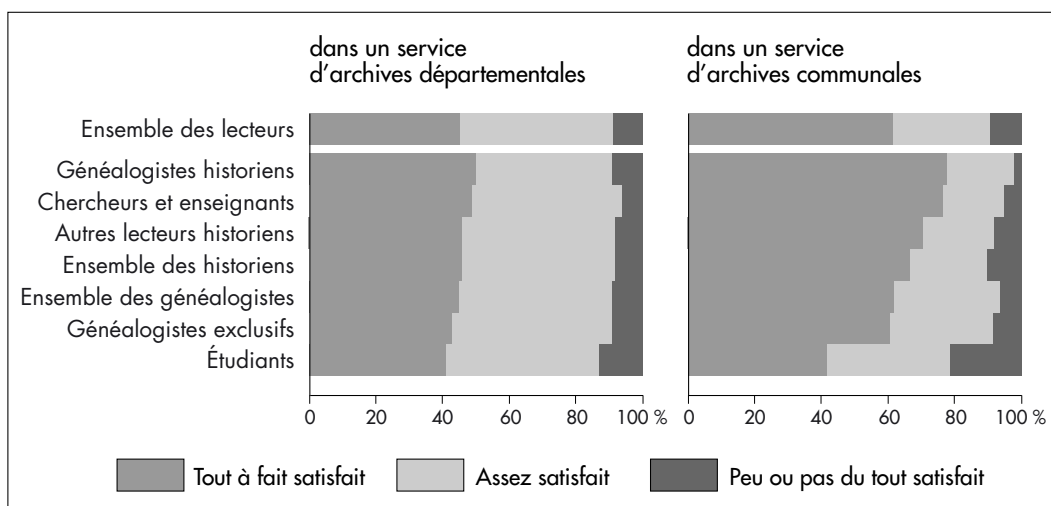
**Graphique 25 b – Niveau de satisfaction des lecteurs ayant effectué leur dernière visite dans un service d'archives départementales**



**Graphique 25 c – Niveau de satisfaction des lecteurs ayant effectué leur dernière visite dans un service d'archives communales**



**Graphique 26 – Niveau général de satisfaction des différentes catégories de lecteurs lors de leur dernière visite**



Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Invités à noter dans le questionnaire leurs réflexions sur les aspects positifs et négatifs de leur dernière visite aux archives départementales ou communales, les lecteurs qui ont saisi cette occasion pour s'exprimer ont repris les différents points qui viennent d'être passés en revue soit pour se féliciter de la bonne orga-

nisation du site, soit pour en critiquer les carences. (Réponse à la question n° 29). Ces commentaires des lecteurs figurent dans le volume annexe 2. Tout ce qui a trait à l'accueil et au conseil a été largement commenté, en bien ou en mal. Certains ont aussi fait part, à cette occasion, de leur « bonheur » d'avoir pu consulter des originaux, rejoignant en cela ceux qui, dans les entretiens approfondis de l'approche monographique, ont fait part de leur émotion face aux documents authentiques.

## **B. Les attentes du public et les perspectives d'avenir**

Les souhaits formulés par les personnes interrogées et les suggestions qu'elles avancent ne surprendront pas les archivistes. Ceux qui ont exposé leur point de vue au cours de l'enquête monographique dans les cinq sites sont au fait des carences constatées par les usagers : ils insistent sur les améliorations programmées et les remèdes déjà apportés à l'insatisfaction des lecteurs. Ils font valoir que toute amélioration, et *a fortiori* toute innovation, doit être assortie d'un financement et trouver sa place dans un calendrier. Cela reste vrai même quand il s'agit d'une intervention de routine :

« Chaque année, au moment de la fermeture estivale, une semaine en août, on fait des travaux en salle de lecture ; on range aussi. On a prévu cette année de refaire toutes les reliures (*des instruments de recherche*), de mettre des étiquettes : que ce soit lisible, identifiable » (Conservateur, service d'archives départementales).

L'ensemble des dysfonctionnements, carences et autres défauts d'adaptation actuels des archives départementales et communales aux besoins de leurs usagers, la légitimité de ces besoins, la vogue et l'actualité des recherches historiques et généalogiques, les possibilités et les promesses des nouvelles technologies de la communication, tout indique aux yeux des « habitués » attachés à l'institution que des changements profonds doivent et vont advenir. Si la plupart ne savent pas encore et ne peuvent deviner quelles transformations sont à l'œuvre, d'autres tracent des schémas pour le futur des services d'archives. Aménagements et réorganisation, recours à la numérisation des documents et à l'Internet, les souhaits exprimés traduisent des attentes à court ou à moyen terme.

### ***1. Les attentes des usagers relatives à l'organisation et au fonctionnement des services d'archives***

Les usagers se sont exprimés sur plusieurs aspects relatifs à l'organisation et au fonctionnement des services sur lesquels ils étaient interrogés.

#### ***a. Des jours d'ouverture et des horaires mieux adaptés***

Rappelons que cet aspect a donné tout à fait satisfaction à près de la moitié des lecteurs, lors de leur dernière visite (Réponse à la question n° 26E), proportion peu différente selon que la dernière visite avait eu lieu dans un service d'archives

départementales ou dans un service d'archives communales. C'est en pensant à ceux qui se sont déclarés peu, voire pas du tout, satisfaits à cet égard (14 % de l'ensemble des lecteurs) qu'il faut lire les suggestions qui suivent.

La journée continue, une fermeture plus tardive en fin d'après-midi, l'ouverture le samedi favorisent la fréquentation des consultants qui se déplacent pour travailler sur un site éloigné de leur domicile, durant un laps de temps mesuré.

Ces conditions d'ouverture et d'horaires sont de nature à faciliter aussi l'organisation de l'emploi du temps des usagers qui travaillent (rappelons qu'ils représentent environ quatre lecteurs sur dix).

« La coupure de deux heures vous oblige à patienter à l'extérieur, perdant votre temps ; surtout si vous venez de loin » (Président d'une association de généalogistes).

« Pour le chercheur, la fermeture midi-deux heures, ça, ce n'est pas possible ! Quand on travaille à côté et qu'on doit venir un nombre d'heures limité, si on tombe sur des archives fermées, ça pose problème » (Historien).

Lorsqu'un service d'archives est ouvert le samedi, avec des effectifs réduits, et que les commandes de documents doivent être effectuées à l'avance, sur place, ou à distance par courrier, la facilité du samedi n'est mise à profit que par les habitués ou par ceux qui ont été assez avisés pour s'informer par téléphone. Les autres peuvent tout au plus consulter les instruments de recherche et les usuels. Une information des usagers sur la nécessité de réserver les documents qu'ils souhaitent consulter le samedi devrait plus particulièrement accompagner l'ouverture ce jour-là.

Les lecteurs généalogistes se satisfont mieux des jours et horaires d'ouverture que les lecteurs historiens : ils sont respectivement 12 % et 16 % à manifester leur insatisfaction. Parmi les derniers, les étudiants sont les plus critiques à l'égard des horaires (un sur cinq s'en déclare *peu ou pas du tout satisfait*).

### *b. Des instruments de recherche clairs et normalisés*

Ce que les archivistes appellent les « instruments de recherche », et les usagers « répertoires, fichiers, catalogues... » fait l'objet d'attentes qui ont été expliquées et justifiées dans les réponses aux questions ouvertes de l'enquête par sondage. (Voir tableaux détaillés des réponses à l'enquête dans le volume annexe 2)

Derrière les souhaits énoncés se profilent à la fois la perplexité du lecteur néophyte et l'agacement de l'habitué (Réponse à la question n° 26O). Rappelons que l'existence d'instruments (guides, fichiers, inventaires, etc.) correspondant à leur recherche a totalement satisfait un tiers des lecteurs, lors de leur dernière visite (Réponse à la question n° 27C) ; et, parmi ceux qui en ont consultés (près des deux tiers de l'ensemble des lecteurs), seulement quatre sur dix en ont été tout à fait satisfaits.



Les nombreux commentaires consacrés à cette question peuvent être regroupés sous quatre rubriques (Réponse à la question n° 11) :

- une uniformisation des modes de classement des « instruments de recherche » et la mise au point d'un « répertoire des répertoires ». L'harmonisation des modes de classement d'un site à l'autre permettrait aussi à l'habitué itinérant de gagner du temps et de moins solliciter le personnel d'accueil ;
- des inventaires plus complets, plus détaillés et mis à jour :
  - « Des archives inventoriées depuis plus de cinquante ans restent sans inventaire suffisant, complet, accessible, à jour » ;
- la publication et la vente (y compris par correspondance) des guides des archives et des inventaires, par les centres : guides spécialisés tels que le guide des sources de la Seconde Guerre mondiale, des guides des sources notariées, etc.
  - « Il faut poursuivre l'édition et la mise en vente d'inventaires » ;
- la mise à jour et la réédition d'ouvrages existants :
  - « Mettre à jour le Gildas Bernard<sup>31</sup> du Caran et éditer le Salomon Picard<sup>32</sup>. »

On touche ici à un aspect fondamental de la communication de toute institution avec son public. Du côté de l'institution, il y a une terminologie à usage interne, des impératifs techniques, des habitudes qui probablement se justifient mais qui ne sont pas identiques partout. De l'autre côté, il y a des consultants qui connaissent plus ou moins le vocabulaire employé (catalogue, index, inventaire...) ; certains d'entre eux fréquentent déjà des bibliothèques, ont déjà découvert certains sites, ont aussi leurs habitudes. C'est, semble-t-il, à l'institution d'aller davantage au devant de ses lecteurs, quitte à leur demander un effort.

Il y aurait donc lieu de mettre au point un guide d'accueil (en s'inspirant éventuellement des documents de ce genre existant déjà) qui donne des précisions lexicales, expose clairement le processus de consultation des instruments de recherche, les modalités de commande des documents, etc. Un tel guide, dont l'efficacité pédagogique devrait être minutieusement vérifiée au préalable, devrait pouvoir être remis à tout nouvel arrivant, au moment de l'inscription.

### *c. Des quotas de communication moins restreints*

Il faut rappeler que le nombre maximum d'articles pouvant être communiqués par jour n'a été jugé « *tout à fait* » satisfaisant que par moins d'un tiers des lecteurs (29 %), ce qui est peu ; un lecteur sur trois (32 %) déclare que ce nombre maximum d'articles est « *peu* » ou « *pas du tout* » satisfaisant, proportion pratiquement identique chez les lecteurs historiens (33 %) et chez les lecteurs généalogistes (32 %). (Réponse à la question n° 26R)

31. Il s'agit du *Guide des recherches sur l'histoire des familles* établi par Gildas BERNARD, publié par la Direction des Archives de France en 1981 et réédité en 1988.

32. Répertoire des contrats de mariage des Israélites en Haute-Alsace, au XVIII<sup>e</sup> siècle. Ce document dactylographié de 360 pages a été préparé par Salomon PICARD en 1980-1982.

Le consultant, venu pour la journée ou la demi-journée, aimerait n'avoir à faire qu'une seule commande, surtout lorsque les délais de communication sont longs (en fait, ils semblent très souvent être inférieurs à trente minutes). C'est aussi le souhait de l'historien qui « cherche à l'aveuglette », risquant ainsi de parcourir toute une commande sans rien trouver.

« Après une heure, j'avais vu cinq cartons : il n'y avait absolument rien et j'étais dans la situation de ne plus pouvoir rien faire de la journée. Ça, pour un chercheur, c'est épouvantable ! » (Historien).

#### *d. De meilleures conditions d'utilisation des appareils de lecture et de reproduction*

En l'état actuel des techniques, le lecteur-reproducteur a la préférence des usagers familiers de la consultation des microfilms ; ils le disent dans leurs réponses aux questions ouvertes du sondage.

Les consultants d'originaux ou de copies papier voudraient des reprographies à un prix raisonnable : « Deux francs, c'est excessif ! » et pouvoir photocopier sans restriction.

Complémentairement aux souhaits relatifs aux appareils lecteurs de microfilms, les usagers suggèrent de séparer ou isoler la salle des lecteurs de microfilms de la salle de lecture, afin d'assurer la plus grande tranquillité des usagers. Cette disposition semble avoir déjà été prise dans certains sites, comme on a pu le constater aux archives départementales de Seine-Maritime et aux archives de Paris.

#### *e. Des usuels plus nombreux*

Certains services d'archives sont plus généreux que d'autres en ce qui concerne les usuels en libre consultation. Bien qu'un centre d'archives ne soit pas une bibliothèque, une offre assez large d'ouvrages de base évite au lecteur venu travailler sur des documents, de trop nombreux allers et retours entre les archives et la bibliothèque publique.

Dans le même ordre d'idée, les associations de généalogistes qui déposent une copie de leurs compilations (tables décennales, nomenclatures par patronymes, etc.) souhaitent que ces copies soient offertes aux lecteurs parmi les usuels et aisément identifiables.

En résumé, les principaux sujets de mécontentement pour plus de quatre lecteurs sur dix sont :

- le fonctionnement des appareils de reproduction : 43 % des usagers en sont « peu » ou « pas du tout » satisfaits ;
- la disponibilité des lecteurs de microfilms : 41 % d'usagers insatisfaits, surtout aux archives départementales ;
- le coût de la reproduction : également 41 %, plutôt aux archives départementales.

## ***2. Les perspectives d'avenir : la numérisation et l'Internet***

Beaucoup de commentaires proposant des améliorations ou des aménagements aux modes de consultation des archives font référence aux moyens nouveaux de consultation, de reproduction et de transmission de l'information.

Nous avons vu que les usagers des archives étaient, pour plus de la moitié d'entre eux, familiarisés avec l'utilisation d'un micro-ordinateur et du cédérom. Au moment de l'enquête, plus d'un tiers avaient déjà accès à l'Internet (37 %, 22 % à leur domicile) et environ un usager sur dix avait déjà cherché et trouvé par ce moyen des informations relatives aux archives.

Il est vrai qu'au moment où les lecteurs répondaient au questionnaire (fin 1999), encore peu de centres offraient des informations sur l'Internet, et également peu d'associations, en particulier de cercles de généalogistes. À côté des sites institutionnels, il y a, nous a-t-on dit, des généalogistes internautes qui échangent trouvailles et informations.

Il ressort à la fois des monographies et de l'enquête par sondage que les attentes fondées sur le recours à la numérisation et à l'Internet sont fréquemment exprimées, tant du côté des usagers que des conservateurs d'archives. Certains de ceux-ci semblent avoir d'ores et déjà beaucoup progressé dans la numérisation des documents du service d'archives qu'ils dirigent. Ils ont toutefois évoqué les coûts et les délais de ces opérations.

### ***a. Les données que le public des archives souhaite trouver sur l'Internet ou sur cédérom***

Les lecteurs se sont exprimés sur ce qu'ils souhaiteraient trouver sur l'Internet et sur cédérom :

- Diffusion sur l'Internet des informations pratiques déjà disponibles, le plus souvent, sur minitel ou par téléphone : c'est le minimum que paraît devoir offrir le site Internet d'un centre d'archives.
- Mise sur cédérom et diffusion sur l'Internet des instruments de recherche, guides et inventaires : la numérisation et la diffusion sur l'Internet du contenu des instruments de recherche sont une demande insistante.

Pour les usagers, l'Internet devrait permettre, au moins pour les services d'archives départementales, d'informer les lecteurs sur l'existence des instruments de recherche et sur la nature des fonds conservés dans les différents centres, afin de rendre ces informations plus accessibles.

Le rêve des lecteurs itinérants (quatre usagers sur dix) est en passe de devenir réalisable grâce à la numérisation et à la diffusion sur l'Internet : ils peuvent dès à présent imaginer qu'ils consulteront, depuis leur domicile ou depuis le centre d'archives qu'ils fréquentent, les inventaires des archives départementales de la France entière, sans avoir à se rendre à Paris, au CARAN, seul lieu où sont actuellement réunis tous ces inventaires.

Ce service aurait une utilité si évidente que l'on n'est pas hostile à l'idée de le payer (un prix raisonnable), tout comme on achète déjà les inventaires édités.

« *A priori* la numérisation des inventaires serait évidemment prioritaire, mais je pense que l'on va vers ça. »

« Avoir un cédérom du fonds des archives pour mieux orienter, dès le départ de sa recherche. »

« Un cédérom consultable sur place ou achetable, contenant un répertoire des documents détenus par les archives. »

« Pourquoi ne pas mettre les guides et autres instruments sur Internet par site d'archives ? »

« L'informatisation des inventaires et, éventuellement, leur accès sur Internet. »

« Il ne faut pas que tout soit toujours gratuit parce que l'on perd le sentiment de la valeur de la chose... L'accès à Internet, oui, je paye ! On peut imaginer un abonnement à la consultation des archives de France. »

- Numérisation, commercialisation sur cédérom et diffusion sur l'Internet de documents déjà microfilmés : on peut imaginer aisément que les registres d'état civil originaux (ou leur copie sur microfilm) soient numérisés, et qu'aux appareils lecteurs de microfilms soient substitués des ordinateurs en salle de lecture ; on imagine aussi éventuellement une diffusion sur l'Internet et la mise en vente de cédéroms (comme sont vendues les bobines des Mormons).

« Créer une database électronique des tables décennales, consultable par Internet. »

« Une liaison informatique pour pouvoir consulter les tables chez soi et préparer ainsi un accès immédiat au bon document. Le service offert par 3617 GENEVA est trop cher (et même dissuasif). »

« Mise sur Internet des registres paroissiaux et de l'état civil. Possibilité systématique en attendant l'échange de microfilms de toutes les archives départementales de France. Les microfilms sont souvent de qualité médiocre. J'espère que la numérisation de données sera mieux faite. »

« Les actes BMS<sup>33</sup> et de notaires sous format numérique et mettre en vente les cédéroms... »

« Moi, je leur ai posé la question au dernier congrès de Brest : pourquoi ne faites-vous pas la numérisation ? Parce que c'est nettement supérieur ! C'est ce que font les archives municipales de Rennes. L'idéal, c'est de faire de la généalogie chez soi ! »

- La numérisation des fonds, le transfert des originaux sur cédérom et leur diffusion sur l'Internet : cet aspect des solutions à venir est beaucoup plus controversé que les points précédents qui, eux, font l'objet d'un large consensus.

---

33. Actes de « Baptêmes, Mariages, Sépultures » des registres paroissiaux.

Les partisans de la numérisation des documents eux-mêmes font valoir les avantages du procédé pour la conservation des documents ainsi que pour leur communication, voire leur diffusion.

« J'ai déjà posé la question, je me suis déjà intéressé à cela, j'ai déjà demandé s'il ne pouvait pas y avoir un site des archives ici. [...] Mon rêve ce serait que je puisse envoyer les représentations des documents par Internet directement dans les établissements scolaires. C'est vrai que ce serait la panacée ! Alors, évidemment, ils ne toucheraient plus l'original, ce qui est un petit peu dommage, mais ce qui permettrait à un beaucoup plus grand nombre d'élèves d'avoir accès à ces documents ; parce qu'on n'a que des élèves qui viennent de Rouen même, ceux qui viennent de plus loin sont beaucoup plus rares. Moi, je voulais (d'ailleurs on est en train de mettre ça au point, mais pas par l'intermédiaire des archives, par l'intermédiaire du Rectorat) un site, pas des archives parce que ce n'est pas mon rôle, mais un site du service éducatif des archives. C'est un projet sur lequel on est en train de travailler » (Professeur d'histoire dans un service éducatif des archives départementales).

« La deuxième étape, qui nous semble vraiment indispensable, c'est qu'on puisse numériser un maximum de pièces ; compte tenu des supports, maintenant, des documents les plus contemporains, ça posera de moins en moins de problèmes » (Historien).

À l'inverse, ceux qui dans leurs représentations des archives font une place prépondérante à l'émotion face au document authentique et chargé d'histoire ne peuvent se résoudre à le voir sur écran ou sur une sortie d'imprimante.

« Le document, c'est quand même quelque chose d'extraordinaire ! [Les élèves] saisissent un objet ; je crois que c'est là la grande force des archives : c'est comme un objet. Pour faire aimer un document je ne me vois pas disant : attendez, je vais vous mettre devant un ordinateur » (Président de société savante).

« Quand on voit les actes nous-mêmes, on a le plaisir de lire l'acte et de voir la signature de notre ancêtre » (Président d'association de généalogistes).

En définitive, les nombreuses références à la numérisation et à l'Internet – ce dernier concept faisant un peu magiquement figure de sésame – témoignent d'abord de l'ouverture du public des archives à la modernité. Elles montrent également que, pour remédier à certaines lacunes ou insuffisances des moyens actuels nécessaires pour préparer une recherche et organiser un déplacement, les usagers des archives placent beaucoup d'espoir dans ces techniques avancées et sont prêts à payer le service rendu, si la tarification en est raisonnable.

### *b. La normalisation des règles de classement des documents*

L'harmonisation des règles de classement a fait l'objet de demandes précises, dans le cadre des entretiens, à propos des instruments de recherche. Le lecteur itinérant serait ainsi assuré de trouver des règles identiques d'un site à l'autre.

Une telle harmonisation semble s'imposer *a fortiori* si, à l'avenir, les instruments de recherche sont accessibles grâce à l'Internet. Cette perspective a fait l'objet

de considérations techniques venant d'un conservateur d'une part, d'un responsable d'association de généalogistes d'autre part.

« Après, au niveau de la recherche en ligne, c'est vrai qu'on pourra évoluer, et il faut qu'on évolue. On est en retard. Par exemple, les bibliothèques ont mis au point depuis très longtemps, pour leurs livres, etc., des formats de description, qui s'appellent format MARC ou UNIMARC, des formats de description standardisés pour décrire leurs documents ; ce qui fait qu'on pourra constituer des banques de données en regroupant, ou faire des recherches similaires dans toutes les bibliothèques, elles vont être bientôt en réseau, et puis trouver des sources comme ça !

La Direction des archives de France n'a pas encore fait ce genre de format. Moi, j'ai fait une fiche d'analyse pour les archives, donc j'en ai fait une pour les livres, une pour les photos, une pour les archives, et donc à partir de là... C'est dommage qu'elle ne soit pas standard, que tous les services d'archives n'aient pas la même fiche ! Ça pourrait très bien se discuter : on pourrait faire un groupe de travail, faire une fiche standard pour les photos, pour les livres, pour les archives, voire pour un autre support, les microfilms, par exemple, et puis qu'on ait tous la même chose ! Ça serait déjà un pas. Ça veut dire que le jour où on pourra se connecter, ou créer des mégabanques de données... » (Conservateur, service d'archives communales).

« Si, comme je l'espère, les inventaires pouvaient être mis sur Internet... Mais il faut uniformiser les systèmes (de classement) dans les différentes archives départementales. Il y a une loi de 1982 qui malheureusement n'a pas eu de décret d'application ! » (Responsable d'association de généalogistes).

### *c. L'Internet et l'avenir des relations interpersonnelles dans la consultation des archives*

Il existe un réseau de relations sociales dans le cadre des archives : relations interpersonnelles ou entre institutions – liées notamment à l'activité des cercles de généalogistes et des sociétés savantes – relations résultant de l'accueil scientifique des étudiants et chercheurs, relations informelles qui naissent entre les habitués en salle des microfilms ou en salle de lecture. Qu'en adviendra-t-il quand chacun « fera de la généalogie chez soi » ?

En admettant que la crainte d'un isolement fatal de l'individu dans un monde virtuel ne soit pas fondée dans l'avenir, le fait qu'elle soit exprimée dans le présent témoigne indirectement de l'attachement des usagers des archives à une sorte de confraternité qui les relie. Ce sentiment est à mettre en relation avec l'importance que les lecteurs attachent à l'accueil sur place, au prix que tel chercheur confère aux conseils avisés d'un conservateur ouvert à ses préoccupations, au bénéfice que des étudiants novices trouvent à être guidés au départ par un archiviste connaissant bien la richesse des fonds.

La crainte d'une déshumanisation des archives est résumée dans ce propos d'un généalogiste :

« Quand on se projette dans l'avenir, il est certain qu'Internet va changer toutes les données. Si tout est numérisé, tout est mis sur disquette, on ne vient plus aux

archives ! Il n'y a plus personne aux archives ! Ils ne seront plus qu'à stocker. Les cercles n'existent plus non plus ! Les associations généalogiques non plus ! Ah ! il y a un besoin de relations... Moi, j'ai vu donner des tuyaux dans l'ascenseur, ou durant l'attente que la porte s'ouvre ! » (Président d'association de généalogistes).